

La revue catholique des idées et des faits

SOMMAIRE

Les jugements d'Henri Massis sur l'Orient
Service de presse
La proposition de paix du Pape en 1917
Quelques souvenirs littéraires
Le krach à la bourse de Berlin
Les soviets et la société des nations
Le mois préféré

Léopold Levaux
Paul Cazin
A. De Ridder
Firmin van den Bosch
D^r Joseph Eberlé
Comte Gonzague de Reynold
Adolphe Hardy

Les idées et les faits : Chronique des idées : Le cardinalat, Mgr J. Schyrgens. — Allemagne. — Angleterre. — France. — Russie. — Etats-Unis.

La Semaine

◆ Les fêtes du XII^e centenaire de saint Hubert, célébrées sous la présidence d'un Légat du Pape, ont fait affluer au tombeau du populaire saint ardenname des milliers et des dizaines de milliers de pèlerins de tout âge et de toute condition. Quand on n'est que trop préoccupé des progrès de la déchristianisation qui emporte l'Europe et le monde, de pareilles manifestations de foi réconfortent et mettent une note claire dans un horizon très noir.

◆ Le trente-huitième Congrès du Parti Ouvrier Belge qui s'est tenu à la Pentecôte est venu apporter une preuve nouvelle de ce qu'à diverses reprises nous avons affirmé ici, à savoir : qu'il n'y a plus à proprement parler de socialisme belge. Le parti politique qui s'appelle socialiste n'a plus de doctrine. S'il est resté anticlérical, il n'est plus ni révolutionnaire, ni collectiviste. C'est un parti démocratique, un parti de « gôche », donc dépensier et imprévoyant, mais qui n'est plus marxiste.

Tant mieux, mais aussi tant pis!

Tant mieux que le parti qui a su attirer à lui tant de nos compatriotes soit devenu au contact des réalités et en exerçant le pouvoir, plus modéré et plus raisonnable. Mais tant pis aussi car le danger de ce parti en apparaît moins évident et son opportunisme — pour le moment, il n'est guère que cela! — pourrait donner le change et lui valoir des soutiens qu'une politique révolutionnaire ou nettement socialisante lui eussent très certainement aliénés.

Heureusement — serions-nous tentés de dire!... — heureusement qu'il reste cet élément essentiel de notre politique intérieure : la question scolaire. Non pas que nous ne soyons d'ardents partisans d'une paix scolaire juste et durable. Non pas que nous nous réjouissons de l'anticléricalisme qui s'est fait jour au Congrès du P. O. B. Mais, cet anticléricalisme existant, l'immense majorité des troupes socialistes étant avant tout anticléricales, nous nous félicitons que cet anticléricalisme ait éclaté au grand jour. Il est moins dangereux quand il se déclare et s'affirme que quand il s'habille en tolérance pour mieux agir de façon secrète et sournoise.

Tout le Congrès socialiste a tourné autour de la question scolaire. Tôt ou tard il devait en être ainsi, car la question scolaire est, en ce moment, chez nous, la forme concrète de la grande lutte qui durera jusqu'à la fin du temps : pour ou contre le Christ.

Les chefs socialistes, Huysmans, Vandervelde, ont eu toutes les peines du monde à empêcher la casse et à faire triompher — provisoirement — la tactique opportuniste. Supprimer en ce moment les subsides aux écoles libres, a déclaré Vandervelde, ce serait reconstituer, d'un seul coup, l'unité du parti catholique. Il a dit vrai. Comme il dit vrai aussi en proclamant qu'il serait injuste, dans un pays où la moitié des enfants fréquentent les écoles libres, de faire payer aux parents de ces petits, d'abord les frais de l'enseignement officiel (dont ils ne veulent pas), puis encore l'entretien de l'enseignement libre.

Mais à côté de ces éclaircs de bon sens que de bêtises débitées à ce congrès!

Le fond des choses, c'est que, partout, les luttes politiques et sociales ne sont, en fin de compte, que des épisodes de la grande lutte que nous venons de rappeler. Le monde n'existe que pour parfaire le nombre des élus. Tout le reste est passager et vain. En France, les déchristianisateurs ont remporté la victoire en

gagnant la bataille scolaire. L'école laïque y est le grand facteur de déchristianisation.

Chez nous, le rempart tient encore. Il est même très fort et très bien armé. Mais c'est, évidemment, sur lui que portera tout l'effort ennemi. Aux catholiques à faire passer avant toute autre préoccupation la liberté d'enseignement, une liberté vraie, c'est-à-dire, en face d'un enseignement officiel payé par tout le monde, un enseignement libre subsidiaire.

◆ Rotary, Rotariens... Il paraît que c'est une fédération de clubs — sorte de franc-maçonnerie ouverte, écrit le Peuple — dont les membres prennent l'engagement de servir de leur mieux leur prochain. Le Rotary a une règle d'or : « Faites aux autres ce que vous voudriez qu'ils vous fissent. », qui n'est qu'un écho de l'enseignement du Sauveur. Il a aussi, dit-on, une morale en onze commandements « qui traduisent en formules lapidaires le devoir humanitaire incombant à ses membres. On peut le résumer ainsi :

« Dans n'importe quelle situation et en présence de n'importe quelle responsabilité, la principale préoccupation du rotarien doit être de remplir sa tâche de manière à élever le niveau moral de l'Humanité. »

Fort bien tout cela. D'autant plus que les Rotariens entendent favoriser l'entente entre peuples et travailler à promouvoir partout l'esprit de paix.

Mais ce qui est parfait pour l'Amérique peut n'être que puéril et même candide — quand ce n'est pas nocif qu'il faut dire — chez nous. On concèdera que nous avons quelques raisons de nous féliciter quand nous lisons, sous la plume de M. Hyman, ministre de la Justice : « Le Rotary nous offre un code de morale laïque et de civisme national et international. »

Le Christ nous a donné le code complet et parfait de la morale nationale et internationale. Et si, comme on l'a également écrit à l'occasion du congrès d'Ostende, le Rotary est une philosophie de la vie quotidienne, il n'a absolument rien à apprendre aux catholiques.

Dans la mesure où le Rotary se fera l'écho de la morale évangélique dans un monde où cette morale est de plus en plus méconnue il « servira » réellement. Il ne faudrait toutefois pas oublier :

1^o Qu'il est un devoir moral qui prime l'amour du prochain et c'est l'amour de Dieu et de son Christ;

2^o Que proclamer des préceptes moraux est une chose, y conformer sa vie, une autre chose. Et que Notre-Seigneur, s'Il a enseigné une morale, donne aussi le secours intérieur, la Grâce sans laquelle la morale resterait lettre morte.

Que donc le mouvement rotarien réussisse chez nous s'il doit remettre en honneur des principes évangéliques trop oubliés! Mais le danger existe que, dans des pays catholiques, le rotarisme n'aboutisse, pratiquement, à opposer une morale incomplète et tronquée, une morale laïque au sens européen du mot, c'est-à-dire une machine de guerre anticléricale, à la morale catholique dont la règle d'or, si elle était suivie, ferait de cette terre un paradis : Aime ton Dieu par dessus toutes choses et ton prochain comme toi-même pour l'amour de Dieu.

Les jugements d'Henri Massis sur l'Orient⁽¹⁾

II. — L'ASIE

Pour un homme qui n'a jamais vu ni expérimenté l'Asie, il n'y a que deux moyens de se renseigner valablement sur elle et c'est, d'abord, de consulter ceux qui y ont été, surtout ceux qui y ont séjourné longtemps et, entre tous, les hommes de bien qui avaient les plus hautes et les plus pressantes raisons de chercher à connaître l'âme asiatique et tout ce qui la concerne; et, ensuite, d'étudier les livres, en les choisissant d'après la même règle de discernement.

S'il s'agit de chercher à connaître les intellectuels asiatiques, Massis étudie ceux qui sont le plus fortement modifiés par la fréquentation de l'Europe, Tagore, Gandhi, Coomaraswamy, Okakura, et qui sont lancés dans l'action politique ou dans les luttes d'idées les plus âpres. On ne trouve plus en eux l'Asie à l'état pur; ils sont donc loin d'être les plus véritablement représentatifs.

Si son étude porte sur les peuples eux-mêmes, il s'initie à leurs doctrines dans les écrits de quelques savants, d'un Auguste Barth, d'un Sylvain Lévi, d'un René Grousset, dans le cercle de qui il se cantonne et dont pourtant les positions, dans le champ de l'esprit, sont loin de toujours s'identifier avec la position catholique. Si savant et si respectable que puisse être, par exemple, un Sylvain Lévi, israélite et professeur au Collège de France, je garde, quant à moi, mon esprit en suspens devant ses appréciations, lorsqu'elles visent les faits du domaine religieux, où le critère métaphysique revêt une si capitale importance.

Ainsi, la documentation de Massis porte à faux ou bien elle garde un caractère à la fois livresque et hétérogène et, surtout, elle est systématiquement utilisée, comme je le ferai voir plus d'une fois, dans un sens défavorable aux Orientaux.

Intellectuels d'Asie et savants d'Europe, il fallait, sans doute, bien se garder de les ignorer. Mais il ne fallait pas non plus négliger la précieuse source d'information que constituent l'expérience personnelle et les écrits des missionnaires. Or pas un seul n'est cité par Massis, dans cette matière qui les intéresse au premier chef.

Pourtant, qu'est-ce qui peut remplacer l'expérience directe? Et si les nécessités de la vie intellectuelle nous obligent parfois à aborder certains sujets où elle nous manque, la prudence et l'équité ne nous prescrivent-elles pas, alors, d'utiliser avec le plus grand soin l'authentique expérience des autres?

Il fallait, surtout, se mettre dans la lumière des grands enseignements et des grands actes pontificaux de Benoît XV et de Pie XI, qui marquent un véritable tournant de l'histoire de l'Eglise aux missions. Je l'ai dit, l'intention de Massis, je n'en doute pas, y est conforme, comme ses déclarations. Ce qui manque, ce qui gêne, pourtant, dans son livre, c'est de le voir entièrement passer sous silence, aussi bien que les résultats de sept siècles d'effort apostolique, les seuls principes et la seule méthode capables de procurer la solution favorable du tragique problème qu'il étudie, et qui est à coup sûr un problème de connaissance mais combien plus encore un problème d'action.

Et c'est parce qu'il est un problème d'action (2), qu'on ne conçoit pas qu'une « défense de l'Occident », qui veut être avant tout, vis-à-vis de l'Orient, une défense du catholicisme, dont

(1) Voir la *Revue catholique* du 20 mai 1927.

(2) C'est ce que Henri Massis est le premier à proclamer : « Il n'est pas de tête sagace, d'homme pensant et soucieux de l'avenir, qui ne sent tout ensemble la grandeur du danger et la dure nécessité de servir pour ne pas disparaître » (p. 2).

l'Occident n'est que le support historique, fasse totalement abstention, sauf dans des déclarations théoriques et encore très générales, et des vues directrices de l'Eglise, et de ses conseils pressants et de l'expérience millénaire de ses missionnaires, que les deux derniers papes ont dégagée et formulée avec une précision saisissante, dans les grandes et désormais fondamentales encycliques *Maximum illud* et *Rerum Ecclesiae* (1).

Il n'y a pas de « valeurs humaines et rationnelles » (2) qui tiennent. Quand on se meut sur le terrain missionnaire, comme c'est le cas ici, il est impossible de n'en pas tenir compte. Et quand le Pape, renseigné à merveille, nous met fortement en garde contre le mépris et la sousévaluation des « indigènes », grande cause de l'échec relatif des missions, il ne veut pas dire, nous l'entendons bien, que toute prise de connaissance critique de leurs déficiences et de leurs tares probables soit interdite, ni même nécessairement mauvaise en soi, mais il nous exhorte, à coup sûr, à renoncer à nos préjugés, à nos étroitesse de vue, à nos étonnants étonnements à leur égard (« comment peut-on être persan! »); il désire certainement qu'ayant à tenir compte des ombres, en toute charité, nous sachions aussi, en toute justice, reconnaître et admirer les lumières du tableau et procéder toujours avec le même surnaturel Amour que nous voulons faire reconnaître et aimer (3).

Il ne faudrait tout de même pas, sous prétexte de bonne philosophie, tourner l'essentielle distinction entre nature et grâce contre la grâce, pas plus qu'il ne faudrait, par ailleurs, écraser la nature déchue et non effectivement rachetée encore des païens, mais qui peine admirablement, en beaucoup d'endroits, à chercher le Dieu-Sauveur, avec la grâce qui fut donnée pour rien et sans mérite, en vertu d'un insondable décret, aux hommes de l'Occident.

Le problème est apostolique, non académique. Lorsqu'on entend de toucher à des amours-propres exacerbés, et qui le sont souvent par la faute et l'iniquité des nations européennes, que ce soit avec une grande délicatesse, une connaissance approfondie de la réalité concrète du sujet, une parfaite justice et une prudence très éveillée. L'abstraction n'a que faire ici.

* * *

(1) « Nous ne savons, écrit Massis, ni quand ni comment l'union souhaitée par le Christ pourra se réaliser. Mais il suffit qu'il l'ait voulue pour qu'elle se réalise. Et s'il nous faut restaurer l'intégrité de l'Europe, et la défendre contre tout ce qui la menace, c'est pour que soit intacte la citadelle d'où partiront les missionnaires qui étendront le royaume de Dieu jusqu'aux confins du monde. »

Ce sont les dernières paroles de son livre.
« Nous ne savons comment...? » — Mais le Pape nous le dit, redressant ainsi des siècles de tâtonnements et, parfois, d'errements.

« D'où partiront les missionnaires...? » — Mais il y a sept siècles qu'ils sont partis et repartis, et, entre autres, le 11 février dernier, s'embarquait à Marseille, pour la troisième fois, le grand et providentiel Père Lebbe, apôtre de la Chine et grand avocat de la cause du clergé indigène complet, qui a triomphé à Rome, le 28 octobre 1926, par le sacre de six évêques chinois sacrés de la main du Pape.

(2) *Revue Catholique des Idées et des Faits* du 20 mai 1927 : « La Semaine ».

(3) C'est juger faussement les indigènes que de les considérer comme des hommes d'une race inférieure et d'une intelligence obtuse. Une longue expérience nous apprend en effet que des peuples des régions lointaines ne le cèdent pas toujours aux peuples de nos régions et qu'ils peuvent même lutter d'intelligence avec eux. Etc... » Pie XI, *Rerum Ecclesiae*.

En ce qui concerne l'Inde, qui est sans contredit la partie de l'Asie la plus remarquable, religieusement parlant, deux questions se posent : la première, de savoir si Tagore et Gandhi, que Massis accuse de poursuivre le but de détruire spirituellement l'Europe et pour cela de « s'accorder avec ce qu'il y a de plus destructeur dans les doctrines européennes » (p. 130), ont bien les mauvaises intentions qu'il leur prête, et la seconde, de savoir si la religion hindoue — pour parler sommairement — est bien la peste qu'il nous décrit et nous dénonce.

Pour déblayer le terrain et aider à voir les choses comme elles nous semblent devoir être vues, commençons par distinguer deux choses que Massis réunit tout le temps par des liens de causalité directe, à savoir : philosophie et politique.

Si on l'écoute, l'hostilité actuelle de l'Asie a pour génératrices les idées profondes qui constituent sa substance spirituelle (1).

Il ne s'agit pas de nier l'influence trop certaine des idées sur la vie politique des nations. Il s'agit de savoir si l'hostilité actuelle de l'Asie — la xénophobie, dit le vocabulaire du temps — pour déplorable qu'elle soit comme signe d'un état de choses douloureux et infiniment regrettable a bien pour cause immédiate et effective les idées asiatiques.

Que les efforts que fait l'Asie pour rejeter les nations blanches s'accompagnent d'un travail justificatif sur le plan intellectuel, moral et religieux, comparable à celui auquel se livrèrent les Alliés vis-à-vis de l'Allemagne pendant la Guerre, c'est très naturel. Dans une lutte pour la vie, chaque peuple éprouve le besoin de s'arc-bouter plus fortement à sa tradition spécifique et de se donner le stimulant des raisons idéales. C'est ainsi que certains intellectuels asiatiques opposent, par exemple, la spiritualité de leur contrée, dans ce qu'elle a de plus noble, de plus divin, au grossier machinisme et au mercantilisme sordide d'une certaine Europe dans laquelle ils sont portés à voir toute l'Europe.

Ils se trompent ! Mais faut-il beaucoup s'en étonner et faut-il surtout s'indigner si fort contre une hostilité asiatique que nous avons pour ainsi dire créée de toutes pièces ? N'avions-nous pas, il y a quatre siècles, mille fois plus de raisons d'aller fraternellement à l'Asie qu'aujourd'hui elle à nous ? Et qu'avons-nous fait ? Pour un Gandhi, un Tagore — tels que Massis les peint — que d'envahisseurs inhumains et de honteux exploiters de peuples impuissants et pacifiques, de la conquête des Indes à l'infâme guerre de l'opium.

Ce n'est pas, qu'à notre sens, il faille envisager d'un œil froid la défaite et l'expulsion d'Asie de l'homme blanc, car le destin du monde reste lié non pas à un triomphe charnel de l'Europe, mais à un puissant rayonnement catholique, qui ne peut sortir que d'elle seule et qui suppose une certaine prospérité politique, qui n'est d'ailleurs pas incompatible avec la justice et avec le droit. Mais ce rayonnement n'est possible aussi que si nous réformons radicalement notre mentalité et si nous cessons de voir dans l'Asie un comptoir de richesses où nous pouvons puiser sans compensation.

Je reviens à Tagore et à Gandhi et au point de savoir si, réellement, ils sont ces ennemis perfides de notre civilisation que Massis les accuse d'être. Les missionnaires, les Pères jésuites, entre autres, ne l'ont pas cru. Le Père Michel Ledrus, par exemple, en parle sans défaveur aucune et le signale comme un « ami personnel » d'Animananda, admirablement converti depuis sa catholicisme et auquel il a succédé comme directeur du Shantiniketan (le Séjour de la Paix) de Bolpur (2). Le Père Gille m'a parlé de Ghandi comme d'un ami et comme d'un homme d'une

(1) Donnons au moins un passage caractéristique où cette affirmation prend corps : « Le seul effort réel, dit le Mahatma Gandhi, s'est de chasser la civilisation d'Occident ». (En italique dans le texte.)

Voilà le dernier mot de cette idéologie spiritualiste, où s'incarnent des forces élémentaires qui visent, en fait, à notre anéantissement. (*Défense de l'Occident*, p. 153.)

(2) Animananda, le célèbre disciple et converti de Brahmanandar (+ 1907), dont la vie édifiante et les œuvres multiples et originales font l'admiration de nos missionnaires. (*L'Apostolat Bengali*, par Michel Ledrus S. J., *Naxériana*, rue des Récollets, 11, Louvain, p. 10.)

Et en note : « Le Shantiniketan (Séjour de la Paix), de Bolpur est la première création pédagogique d'Animananda. Cette école est universellement connue aujourd'hui dans le monde des lettres, grâce aux succès littéraires de son directeur actuel, Tagore, le poète Bengali, ami personnel de notre converti ».

H. Massis a cru bon de mettre en appendice à son livre, une note légèrement farce de M. Sylvain Lévy sur le Shantiniketan, il est dangereux pour un catholique comme Massis de « donner sa foi à garder », comme dit Gandhi, à un homme comme M. Sylvain Lévi.

droiture parfaite. Ils échangeaient et lisaient quotidiennement leurs journaux respectifs, *The Young India* et *The Catholic Herald*, à Calcutta.

* * *

Mais nous avons aussi leurs écrits pour juger. Une fois de plus, nous voyons, en les consultant, combien Massis s'est montré unilatéral et de parti-pris dans l'utilisation qu'il fait des textes. Voici ce qu'on trouve dans un des livres les plus synthétiques, celui qui engage peut-être le plus la pensée de Rabindranath Tagore, la *Religion du poète* (1) : « J'ai eu la bonne fortune d'entrer en relations étroites avec des Occidentaux des deux sexes et j'ai partagé avec eux leurs peines et leurs aspirations. J'ai vu qu'ils recherchaient le même Dieu, qui est mon Dieu — même ceux qui le nient. Je suis convaincu que si la grande lumière de la foi venait à s'éteindre en Europe, l'horizon de l'Orient s'obscurcirait en signe de deuil. Je confesse, sans que mon orgueil en souffre, qu'à l'heure actuelle, la race d'Occident a reçu la mission d'instruire le monde; que sa science, grâce à la maîtrise des lois de la nature, doit délivrer l'âme humaine emprisonnée dans le sombre donjon de la matière... »

Le fait le plus significatif de l'époque actuelle, c'est que l'Occident et l'Orient se sont rencontrés. Pour que cette rencontre capitale des races porte ses fruits, il faut qu'elle renferme dans son cœur quelque grande idée émotionnelle, généreuse et créatrice. Il est indiscutable que Dieu a actuellement choisi pour le servir les chevaliers errants de l'Occident. On leur a donné des armes et des armures; mais ont-ils du fond de leur cœur épousé leur cause? sont-ils capables de résister à toutes les tentations de corruption du diable? Le monde d'aujourd'hui est entre les mains de l'Occident. — Celui-ci le détruira, s'il ne s'en sert pas pour une belle création humaine. Les matériaux de cette création sont au pouvoir de la science, alors que le génie créateur est dans l'idéal spirituel de l'Homme. »

Sont-ce là les paroles d'un ennemi perfide (pp. 121-122) méditant notre perte? Reconnaît-il assez clairement et proclame-t-il assez hautement la « suprématie de mission de l'Occident? »

Il accompagne ces propos conciliateurs d'une âpre critique? Mais au nom de quoi s'en abstenait-il, sauf au nom d'une Charité surhumaine qu'il ignore? Et d'abord, il les accompagne d'une non moins âpre critique de l'Inde, pour conclure que l'état actuel du monde est mauvais, sur quoi tout le monde est d'accord.

Tagore fait cette double critique au nom de son idéal. Du point de vue où je suis placé, en ce moment, je n'ai pas à juger cet idéal. Mais nous pouvons cependant déjà dire qu'il est assez noble, puisqu'il l'amène à reprocher amèrement à l'Europe « les tentacules convulsées de son utilitarisme implacable », ce qui est incontestablement la mauvaise pente par où elle déchoit.

Les imputations de Gandhi sont tout aussi âpres : « Je suis convaincu, dit-il, qu'aujourd'hui l'Europe ne représente pas l'esprit de Dieu ni le Christianisme, mais l'esprit de Satan. Et les succès de celui-ci sont d'autant plus grands qu'il se montre avec le nom de Dieu sur les lèvres. L'Europe d'aujourd'hui n'est chrétienne que de nom. En réalité, elle a le culte de Mammon... » (2)

* * *

Mais pour comprendre cela, il faut non seulement penser aux exactions commises par l'Europe en Asie, mais il faut encore savoir, ou se rappeler, que les missionnaires, par la force même des choses, même en dehors d'un nationalisme trop fréquent, étaient amenés en quelque sorte à prêcher l'Europe, en ce sens qu'ils devaient forcément la donner souvent en exemple. Ses supériorités, c'est au christianisme qu'ils les attribuaient, naturellement. Quatre ans de guerre atroce leur ont rendu cette apologétique d'un maniement si délicat, bien malaisée. Quant aux Asiatiques, ils ont cru pouvoir juger l'arbre à ses fruits les plus visibles sans toujours se rendre compte — mais ce n'était pas facile, de cette distance énorme, voir tous les plans — que l'état de l'Europe n'engageait le christianisme que dans la mesure — encore relative — où elle y adhérait. Apostate, ses fruits sont des fruits d'apostasie. Pourquoi veut-on que les Asiatiques ne

(1) Payot, Paris, 1924.

(2) *La Jeune Inde*, STOCK, Paris, 1925 (pp. 118-119).

leur trouvent pas un goût d'enfer? Pourquoi un penseur hindou, par cela seul qu'il est hindou, ne pourrait-il pas le constater et le dire aussi bien qu'un Ferrero, un Maurras, un Valéry, un Bainville, dont la pensée n'a rien de catholique? Au nom du catholicisme, de Maistre, de Bonald, Baudelaire, Villiers de l'Isle Adam, Donoso Cortés, Hello, Bloy, Baumann, Chesterton, Valléry-Radot, Massis lui-même ont dressé un réquisitoire beaucoup plus dur encore, parce qu'adressé d'un bien plus haut lieu.

Aucun d'entre ces contempteurs, justes là où la raison chrétienne parlait par leurs bouches, n'a pourtant dépassé l'inflexible fermeté des Papes éclairant l'Eglise et les nations si elles voulaient les entendre, sur les crimes et les tares du monde moderne. La vérité n'est pas continentale, qu'elle soit métaphysique ou historique.

La figure religieuse d'un Gandhi est impressionnante et ce n'est pas parce que Romain Rolland l'admire et l'accapare que je renoncerais à l'admirer moi-même en ce qu'elle a d'admirable; au contraire, mes raisons sont meilleures que les siennes, et je n'entends pas lui laisser à lui seul le mérite impressionnant de la justice.

Tout y contredit à cette haine destructive et machiavélique que Massis assure y découvrir. Quand Gandhi déclare que l'accusation reproduite plus haut « n'est pas formulée contre des individus au même contre des nations » et qu'il pense que « des milliers d'Européens sont individuellement supérieurs à leur entourage », je crois à sa véracité jusqu'à preuve du contraire, mais de cette preuve Massis n'a pas fourni l'ombre. Quand il affirme vouloir seulement « parler des tendances de l'Europe telles qu'elles se reflètent chez les chefs actuels » non seulement je le crois mais je l'approuve. Et quand il dit « Je hais le secret comme un crime » ou encore : « Je prétends avoir trouvé le chemin qui mène à la Vérité. Je prétends faire un effort incessant pour la découvrir, mais j'admets que je ne l'ai pas encore trouvée », je le crois, je l'approuve et je l'admire, tout en souhaitant que la Grâce de Dieu l'éclaire tout à fait et qu'il veuille recevoir d'elle tout ce qui lui manque encore.

* * *

Si remarquables, cependant, que puissent être Tagore et, surtout, Gandhi, ils ne sont pas toute l'Inde religieuse, et même leur position vis-à-vis d'elle est assez spéciale. « Je suis dans la moelle un réformateur », écrit Gandhi. L'un et l'autre se sont taillés respectivement, dans le vaste et complexe domaine spirituel de l'hindouisme, une demeure toute personnelle. Ils y modernisent, Tagore surtout.

Pour voir si les appréciations de Massis sur la substance intellectuelle et religieuse de l'Inde sont exactes, il nous faut la regarder à travers ceux qui semblent l'avoir le mieux vue. C'est ce que je m'efforce de faire attentivement, pour ma part, depuis plusieurs années et ce que je crois apercevoir est très différent de ce qu'il prétend y découvrir. Aussi bien, nos autorités ne sont-elles pas toujours les mêmes.

Certes, ce serait naïvement fausser tout le problème de nos rapports, que de ne vouloir considérer que les grandeurs de l'idéologie et de la civilisation hindoue et asiatique. Mais c. ci dit, ajoutons tout de suite, avec une de nos gloires belges, de la Vallée-Poussin, dont on connaît la toute première valeur d'indianiste (1), « qu'il est équitable de juger cette idéologie et cette civilisation plus encore par ses sommets et ses vertus que par ses bassesses et ses vices (2) ». Or, cette manière de faire n'est possible que par la sympathie qui, observons-le, n'est elle-même qu'une justice (3).

Pour porter équitablement un jugement sur l'Inde, une distinction préalable est très nécessaire, entre la *mentalité* et la *spiritualité*, entre la tête et le cœur ou, mieux, l'âme des Hindous. « Il y

(1) Toutes les citations que je fais de M. Louis de la Vallée Poussin sont empruntées à son article sur *Les Religions de l'Inde : Problèmes apologetiques*, du « Dictionnaire apologétique de la Foi catholique, de a'Alès, (Paris, Beauchesne).

(2) « Je n'ignore pas les vices qui existent aujourd'hui dans les grands sanctuaires hindous, dit Gandhi, mais je les aime malgré leurs défauts indicibles. J'y trouve un intérêt, que je ne trouve pas ailleurs » (p. 286, *op. cit.*).

(3) « La charité dans l'appréciation des doctrines, écrivait Lacordaire à M^{me} Swetchine (janvier 1840), est le contrepoids absolument nécessaire de l'inflexibilité théologique. (Et nous ne sommes pas des théologiens L.L.) Le mouvement du vrai chrétien est de chercher la vérité et non l'erreur dans une doctrine et de faire tous ses efforts, jusqu'au sang, comme on cueille une rose à travers les épines. »

Il y a à cela une seconde raison qui est de respect envers Dieu, car « toute vérité, dit saint Ambroise, qui que se soit qui la dise, est du Saint-Esprit ».

a entre notre mentalité et celle des Hindous, remarque l'autorité déjà citée, de singulières différences, entre notre spiritualité et la leur de frappantes affinités. »

L'éducation de la raison occidentale par les Grecs et les Romains n'explique pas toute seule, c'est impossible, le caractère proprement miraculeux de l'équilibre réalisé au sein du christianisme authentique entre la raison et la foi, car « le bon sens, en matière religieuse, constate le même auteur, en dehors de la grande Eglise manque presque aussi complètement aux Occidentaux qu'aux Orientaux. » Il reste néanmoins que cette éducation constitue une première base naturelle tellement remarquable et tellement unique qu'on est amené à la considérer comme une préparation providentielle faisant partie du plan divin à l'égard de l'établissement du Christianisme.

Juger les Orientaux sous l'angle strictement intellectuel et rien que sous cet angle, c'est s'exposer à les méconnaître profondément et injustement (1).

Est-ce d'ailleurs si facile, même matériellement parlant, de prendre une exacte connaissance de la seule écorce de leurs idées? Aucun savant ne le pense. La philologie est une science toute nouvelle, la province indianiste y compris. Elle date d'un siècle à peine. On sait combien la science livresque, si *scientifique* qu'on la suppose, reste conjecturale à l'égard du vivant et quel décalage meurtrier se produit presque toujours entre ce que, chacun de leur côté, enseignent le livre et l'expérience vivante. Et ici les livres sont loin d'être parfaits comme tels. Ainsi, il n'existe pas encore de traduction française complète et vraiment sûre, éclairée sur tout le parcours de notes valables, des principaux livres sacrés des Hindous ou des Chinois (2). Pour longtemps encore, la parole est aux historiens et aux linguistes. C'est ce qui fait souhaiter, avec tant de raison, à Claudel, la constitution « d'une espèce d'ordre monastique, comme autrefois les Bénédictins, qui entreprenaient en grand la traduction des œuvres orientales (3). »

Cela ne veut pas dire qu'on ne puisse, dès à présent, tenter une interprétation des doctrines proprement dites — et l'on sait que de Schopenhauer à Kayserling, de Thomas de Limcey aux théosophes, les esprits aventureux et hantés par la fascination orientale ne s'en sont pas privés. Mais le moins que l'on puisse dire, c'est que l'interprétation doit être très prudente.

(1) Nous rencontrons là un des écueils les plus saillants de l'apostolat. A juger les humains par ce qu'on appelle leurs « idées », leurs « principes », on est presque toujours certain de se tromper en mal sur leur compte. On l'a dit : l'homme vaut généralement mieux que ses idées, quand ses idées sont mauvaises ou simplement erronées, car quand elles sont bonnes et, surtout, quand elles sont parfaites comme telles, comme dans le cas du chrétien, c'est le contraire qui est vrai.

Mais si même un homme est bon dans son cœur, en dépit des erreurs involontaires que son esprit professe, il sera bien rare qu'il soit capable d'exprimer correctement ce bien contradictoire qui se trouve en lui. Apprenez donc à le connaître plutôt par ce qu'il fait que par ce qu'il dit. Et surtout, n'allez pas, dans un livre de combat, appliquer votre rigueur métaphysique et dialectique à ce qui n'a jamais revê d'être rigoureux. Vous risquez presque un coup sûr de tout déformer et d'être ainsi très injuste. Dieu a dit qu'il sondait les reins et les cœurs, et non les intellects. Et saint Paul nous assure que les gentils seront jugés d'après la loi qui est naturellement écrite dans le cœur de l'homme et non d'après la lettre dure de la Loi inconnue. C'est donc plutôt les raisons du cœur que les raisons de la raison raisonnante qu'il faut considérer en eux, comme dans l'immense majorité des hommes. Car rarissimes sont ceux dont la tête et le cœur s'équivalent et marchent toujours logiquement ensemble.

(2) On va voir ce que pense de la valeur des traductions un des hommes qui semblent avoir pénétré le plus profondément dans l'âme et le génie hindous, le R. P. Wallace S. J., dont je parlerai plus loin. S'étant mis à l'étude des livres sacrés de l'Inde, il commença par des traductions du sanscrit en anglais. Mais vite convaincu qu'il travaillait en pure perte, il s'adressa à la version en bengali, c'est-à-dire dans la langue actuelle, des originaux. Le succès fut meilleur et contribua à lui donner le vif désir de lire les originaux. Il se mit à l'étude du sanscrit. Et finalement il en arriva à cette conclusion : « C'est alors que je reconnus, ce que j'avais fortement soupçonné, que la langue anglaise ne rendait ni ne pouvait rendre la pensée de l'original et que les traductions n'étaient utiles qu'aux mains de ceux qui connaissaient par ailleurs le tour de pensée hindou. Souvent leur usage ne se bornait pas à être inutile, car non seulement la pensée n'était pas rendue ni saisie, mais, à sa place, dans l'esprit du lecteur, s'établissait une absurde contre-façon. » (*De l'Evangélisme au Catholicisme par la route des Indes*, trad. par L. HUMBLET S. J. Editeur A. Dewit, Bruxelles, 1927, p. 164.)

(3) C'est le désir des missionnaires eux-mêmes. On trouve sous la plume d'un d'entre eux (R. P. M. Ledrus, *op. cit.*) : « ... les missionnaires indianistes se sont faits plus rares aux Indes que les alchimistes en Europe. »

Le Père Zimmermann de Bombay est le seul missionnaire catholique qui ait publié quelque ouvrage scientifique sur l'Indouisme, durant ces dernières années. Et il ajoute : « Un siècle d'érudition indianiste en Europe a providentiellement servi les intérêts de l'apostolat catholique. Il est grand temps d'en profiter. »

On est étonné de voir combien celle que propose Massis a les contours durs et combien, à travers elle, la pensée religieuse hindoue apparaît malfaisante sans atténuation (1). Selon lui, elle est un condensé, « où l'on trouve tout », de nos pires hérésies et de nos pires erreurs philosophiques : « relativisme », « agnosticisme », « évolutionnisme », « panthéisme », « pessimisme », « déterminisme », « quietisme », « idéalisme », « nihilisme », « éternel devenir », « Luther », « Calvin », « Kant », « Spinoza », « Rousseau », « Fichte », « Schelling », « Hegel », « Schopenhauer », « Haeckel », « Nietzsche », « Stirner », « Gide ». La danse fantasmagorique des philosophes de l'erreur s'enroulant autour de l'âme humaine comme les anneaux du Serpent autour de l'Arbre du Savoir, toutes les reptations et tous les louches prestiges de la mauvaise science, « toutes les vieilles erreurs occidentales » transmues en « poison oriental » ont fait, pour Massis, leur *somme* dans la Pensée des hommes d'Asie, de Confucius à Bouddha, des Védas au Tao-Te-King. Et il conclut : « Qu'il s'agisse des Upanishads ou du Vedānta, qui dissipe la notion du monde extérieur, la croyance à la réalité de l'univers; du Samkhya qui supprime l'idée de Dieu; du Yoga qui abolit la raison et jusqu'à l'usage de la pensée; du Bouddhisme qui nie l'existence de l'âme, toute la philosophie asiatique paraît aboutir à la dissolution définitive de la personnalité. » (p. 209)... « Toutes ces doctrines réaboutissent au panthéisme d'où elles sont originellement sorties; car toutes les théosophies orientales tendent vers une fin unique qui est celle de tous les panthéismes mystiques : l'identité du sujet et de l'objet, de l'âme individuelle, de l'homme et de Dieu. (p. 211). »

Il ne me sera pas difficile de lui opposer des opinions à la fois plus clémentes et plus autorisées que les siennes, et qui seront parfois celles des auteurs mêmes sur lesquels il s'appuie, mais qu'il n'utilise qu'au détriment des Orientaux.

Il faut nous limiter; je me bornerai donc à deux points, mais capitaux : l'idée de Dieu et l'idée de la personnalité.

Léopold LEVAUX.

(La fin de cette étude paraîtra dans notre prochain numéro.)

Service de presse

Savez-vous, Lucilius, ce qu'est un service de presse? Tout le monde ne le sait pas, même parmi ceux qui lisent. Je m'en suis aperçu aux questions qu'on m'a posées, quand je me rendais à Paris dernièrement pour la publication de mes *Lubies*.

Le service de presse consiste à envoyer l'ouvrage qui vient de

(1) On en est d'autant plus étonné que parlant de « la traduction que la philosophie allemande nous a donnée de cette métaphysique hindoue qui consomme si étrangement à sa propre pensée », et se demandant « dans quelle mesure ne la trahit-elle pas, en la rapprochant des idées qui nous sont familières, en lui imposant une cohésion systématique que certains orientalistes ne peuvent y découvrir », il croit devoir répondre : « le problème n'est pas de notre compétence ». Avez méritoire d'une incompétence que nous partageons, mais auquel Massis contredit aussitôt très illogiquement.

Renonçant à « connaître le son que les préceptes de la sagesse hindoue rendent dans les âmes où ils sont nés (c'est pourtant la seule chose qui soit intéressante dans toute cette affaire) — car, dit-il, la chose est inexprimable » — il déclare que, néanmoins, — et ceci me renverse un peu — *force nous est*, pour leur donner un sens, de recourir à ces *transpositions hasardeuses* (p. 199-200).

Ici il devient véritablement injuste, car jamais on ne peut se croire obligé, sous quelque prétexte que ce soit, de s'exposer délibérément à défigurer gravement des doctrines aussi essentielles et aussi sacrées que celles dont il s'agit, pour un immense groupe humain que l'Eglise convoite de conquérir au Christ, sans avoir besoin qu'on lui crée des difficultés de surcroît.

Dites simplement : Voilà ce que certains Européens ont fait de ces doctrines, comment ils y adhèrent, ce qu'ils travaillent, sous ce pavillon, à introduire chez nous et le mal que vous croyez que cela peut faire. Mais respectez, ne fût-ce qu'au nom de l'intelligence seule, les orientaux et ce qu'ils croient, car ils sont les premiers à désavouer ces chimériques et basses adaptations. Même sous prétexte de défense, *force ne nous est* jamais de nous soustraire à la soumission, à l'objet, et encore moins de réprover ce que nous avouons ne pas pouvoir connaître.

paraître : 1° aux critiques littéraires, et parfois même aussi aux directeurs des journaux et revues, dont on attend un compte rendu, un article, ou seulement l'insertion de la notice explicative, du « papillon de presse », composé par les soins de l'éditeur; 2° aux membres des académies ou des jurys littéraires qui peuvent décerner à l'auteur une couronne ou un prix en argent; 3° aux libraires jugés capables de recommander l'ouvrage à leur clientèle avec bienveillance et intelligence; 4° aux personnages influents dans la société polie, dont la réclame orale est souvent très efficace.

C'est l'éditeur qui se charge de fournir et d'expédier ces exemplaires. Il en réserve un certain nombre sur le tirage, de cent cinquante à trois cents; ce sont des volumes hors séries et hors commerce, à moins que les destinataires ne les vendent. S'ils les vendent, après en avoir tiré tout le profit possible, ils font preuve d'un louable sens pratique, mais les éditeurs qui lésinent sur les exemplaires de presse comprennent mal leur intérêt. Aucune publicité ne leur reviendrait moins cher.

C'est l'auteur qui est censé offrir ces volumes. Et de fait, il y va du sien, lui aussi, puisqu'il n'en retire aucun pourcentage, et il ajoute encore un hommage personnel. Le service de presse, pour l'auteur, consiste essentiellement à écrire des dédicaces. Vous allez penser, Lucilius, à la fête de la Dédicace. Je vous souhaite de célébrer celle-là tous les ans, vous verriez comme elle est joyeuse.

On pourrait à la rigueur se servir d'un timbre humide, à l'encre noire ou violette, d'un cachet, d'une estampille, portant en lettres grasses : « Hommage de l'auteur ». Mais ce procédé mécanique manque d'élégance et de courtoisie. Bien plus, il risquerait, je crois, d'impressionner défavorablement ceux qui comptent trouver, dans un livre, non point un auteur mais un homme.

On pourrait encore se contenter de joindre au volume une carte de visite imprimée : « Hommage de X, absent de Paris », si l'on publie chez un éditeur parisien. Mais les gens tiennent à voir notre écriture. La graphologie leur dira ce qu'ils doivent penser de notre caractère qui ne se révèle pas toujours dans nos livres. Certains ont la manie des autographes.

L'usage s'est donc établi de... Comment pensez-vous que j'aie dit, Lucilius? De dédicacer? Non pas! Mais de dédier nos livres de notre propre main. Consultez le Petit Larousse. Vous y verrez que « dédicacer » est l'« hommage qu'un auteur fait de son livre à quelqu'un », et pour dire « faire hommage d'un livre », il n'y a que le verbe « dédier ».

Ne criez pas trop vite au puriste. Je m'amuse; j'admets fort bien ce néologisme malsonnant et je ne serais pas étonné que l'Académie l'admette, parce qu'il répond à une idée spéciale. Dédier un ouvrage, c'est le mettre tout entier, ou en mettre certaines parties sous le patronage de quelqu'un, à qui l'on adresse une épître dédicatoire ou dont on imprime au moins le nom. Dédicacer, c'est envoyer, avec son hommage, à plusieurs personnes, un ouvrage qui peut n'être dédié qu'à une seule.

Dédier c'est consacrer, et en ce sens, la dédicace remonte à la plus haute antiquité, tandis que nos dédicaces d'auteur ne datent que de l'époque récente où la littérature s'est faite industrielle. Mais elle a été de tout temps industrielle. On écrivait jadis des épîtres à la Montauron. Ce sont plutôt des envois de balades que nous signons aujourd'hui. « A la fin de l'envoi, je touche! » On ne sait trop ce qu'on touchera, mais on nourrit le secret espoir de toucher au moins des compliments.

Signer plusieurs centaines de dédicaces, quelque simples et peu fleuries soient-elles, c'est un travail, mon Lucilius, c'est parfois une corvée écœurante.

La première fois que je l'ai subie, en publiant *l'Humaniste*, j'étais de très bonne composition. J'ai pris cela comme une de

ces formalités administratives que le citoyen français accomplit, avec l'obscur sentiment de contribuer au bon ordre social. Je ne connaissais alors autant dire personne dans le monde littéraire, sauf quelques rédacteurs de la revue *Les Lettres*, où je venais de débiter, vieux débutant de trente-neuf ans.

L'éditeur me remit une liste de presse que j'abattis sagement d'un bout à l'autre, en employant l'invariable formule : « A Monsieur X, respectueux hommage ». Il n'y aura jamais trop de respect au monde. Je ne craignais pas de prodiguer le mien à des inconnus qui pouvaient être plus jeunes que moi, mais dont la situation le méritait. Pour les membres des académies, je me déclarais même « très respectueux », par sentiment de la hiérarchie. Quant à de l'admiration, je n'en offris à personne. Non point que je n'aie, croyez-moi, le cœur assez bien placé pour admirer les autres, et que je ne ressentisse une sincère admiration pour d'illustres aînés qui figuraient sur ma liste, mais le scrupule et la honte de paraître flatter me retinrent. Et puis, pensant à un mot célèbre, je me disais que, de nos jours, il convient de distribuer l'admiration avec ménagement, à cause du grand nombre des nécessiteux.

Il faut croire que la flatterie est une tentation bien commune pour que de bons connaisseurs ne conçoivent une dédicace que flatteuse. Je viens de recevoir un fort beau livre, d'un des maîtres de notre critique française, le premier volume de la collection « La Nef », intitulé *D'une Critique catholique*, par l'abbé J. Calvet. Dès les premières pages, on y lit : « Rien n'est plaisant comme les dédicaces que l'usage oblige l'auteur à rédiger pour le critique qu'il connaît à peine; tous les termes laudatifs des lexiques sont épuisés. Exercice de style fatigant pour l'auteur; mais celui que je plains c'est le critique : comment voulez-vous qu'à la longue il ne se laisse pas gagner par toutes ces hyperboles? » Et sur la fin du volume, la dédicace est encore définie : « un mot flatteur ».

En fait, que nous cédions au mauvais esprit de flagornerie, où que nous nous en tenions à une digne politesse, avouons franchement qu'en rédigeant ces dédicaces, nous nous proposons de gagner sinon de corrompre nos juges. Théoriquement nous pouvons partager, et je les partage de grand cœur, toutes les belles idées de Calvet sur la mission de la critique, ses possibilités créatrices, ses salutaires influences à l'endroit de la conscience morale et du bon goût; pratiquement nous ne voyons, dans le critique auquel nous adressons notre livre, qu'un agent de publicité. Il nous jugera sans doute, mais ce qui nous importe c'est moins la valeur transcendante que la portée commerciale de son jugement. Si même en nous condamnant, en nous décrétant, en nous maudissant, il nous attire la clientèle, nous le bénirons.

A mon second livre, Lucilius, j'avais déjà comme une carte routière pour me diriger dans le maquis. Ce n'était pas tout à fait la carte du Tendre, mais enfin, par la presse de mon premier volume, je savais mieux sur qui je pouvais compter, qui pourrait me rendre service, et j'ajoutai, cette fois, dans mes hommages, de la reconnaissance à mon respect. Je me fis aussi moins scrupule d'offrir de l'admiration. Je ne l'offre jamais sans reconnaissance, car nous devons être reconnaissants, Lucilius, à ceux qui nous procurent le bienfait d'admirer.

Les Anciens qui firent l'éloge de Ptolémée-Philadelphie, le dirent « prudent, ami des Muses, sensible aux charmes de l'amour, affable à l'extrême, sachant connaître qui l'aimait et mieux encore qui ne l'aimait pas ». Le beau modèle, et que je voudrais le suivre en tout! Connaître qui ne nous aime pas est un point essentiel de la stratégie littéraire. En dédicant mes volumes, je n'ai garde d'oublier qu'il est impossible de plaire à tout le monde, mais je pense surtout aux gens qui veulent bien m'aimer.

J'écris de préférence mes dédicaces au-dessus du faux-titre. La page de garde est trop nue et peut s'enlever trop facilement.

Je mets Monsieur, Madame ou Mademoiselle en toutes lettres ainsi que le prénom qui me semble indispensable pour définir une personnalité. Je prends bien soin de respecter l'orthographe du nom.

Les coquilles en pareille matière sont extrêmement désobligeantes. Un confrère, des plus marquants, me faisant dernièrement l'honneur de m'envoyer son nouveau livre, me fit également le déplaisir d'écrire mon nom avec un s. « Eh quoi! me dis-je, ne l'a-t-il donc jamais vu imprimé? » Hélas! j'avais moi aussi une paille dans l'œil, puisque, quelques jours après, j'écrivais par un y grec le nom de mon suave ami Charles Silvestre, qui s'écrivit par un i, comme cet autre Silvestre, prénommé Armand, lequel célébra les prodiges d'un tout autre organe que le cœur.

A propos de prénom, Lucilius, je vais vous conter une histoire. Un grand libraire d'une très grande ville désirait de moi un autographe. Je lui demandai son nom de baptême; il me dit qu'il n'en avait pas. Je me contentai donc d'écrire son patronymique, en le priant d'agréer l'hommage « d'un auteur qui tenait à être vendu, fût-ce comme Joseph, par ses propres frères ». Je tombais bien. J'appris ensuite que c'était un Israélite.

J'ai fait le service de presse des *Lubies*, en quelques heures, à la baïonnette, préoccupé de mille tracasseries étrangères à la littérature. Mais je fus heureusement distrait de cette morose besogne par le P. Martial Lekeux qui apportait une tempête dans le cabanon où Plon-Nourrit m'avait cloîtré, et par l'abbé Omer Englebert qui venait recueillir à Paris l'héritage de son oncle Pecquet.

J'avais devant moi une liste de cent nonante noms à copier de ma main et à encenser. Sur ce nombre, une bonne cinquantaine représentait encore pour moi des personnages mythiques. Et j'étais devant cette liste comme un client qui n'a pas faim devant un menu de restaurant.

Je me demandais avec mélancolie quels seraient ceux qui prendraient seulement la peine de me remercier de la peine que je prenais. Car il n'est pas d'usage de répondre aux hommages des auteurs. Je m'en étonnais, les premiers temps. On m'expliqua que les critiques de profession ou les écrivains célèbres qui reçoivent par jour une dizaine de volumes, sont dans l'impossibilité matérielle d'en accuser réception. Voilà encore comment le service de presse n'est qu'une opération de commerce, où l'urbanité, la grâce des manières et tout ce qui fait la fleur de la vie de société tient la moindre place. Nous sommes loin, mon Lucilius, de l'hôtel de Rambouillet.

Je note là pour vous amuser les mœurs littéraires de l'époque. Ce sera, comme on dit, de l'histoire pour plus tard. Mais prenons tout doucement notre temps comme il est, et n'en faisons pas d'histoires en attendant.

PAUL CAZIN.

La proposition de paix du Pape en 1917

L'Allemagne et la Belgique

La proposition de paix du Pape, de 1917, qui avait été précédée de plusieurs autres tentatives de médiation du Saint-Père (1), a fait récemment l'objet, devant la commission d'enquête du Reichstag, chargée d'étudier diverses questions relatives à la

(1) Cf. A. DE RIDDER, *La Belgique et la Guerre, Histoire diplomatique*, 2^e édit., pp. 330 et suiv.

guerre, d'une enquête approfondie, au cours de laquelle ont été entendus les chefs de 1914 à 1918 du gouvernement allemand. Elle a donné lieu à de nombreux articles de journaux et de revues ainsi qu'à d'importants rapports de l'expert du Reichstag, le docteur professeur Bredt, membre de l'assemblée (1).

Cette enquête et ces rapports, les nombreux documents sur lesquels ils sont basés et dont on nous donne des extraits, permettent de faire l'histoire presque définitive des négociations dues à l'influence romaine et dont le sort de la Belgique fut le point central.

Nous allons essayer de retracer les principales péripéties de ces négociations en nous basant exclusivement sur les données contenues dans les publications allemandes. Elles seront instructives pour nos lecteurs et leur indiqueront d'une manière explicite le sort que l'Allemagne réservait à nos provinces si elle n'avait été complètement vaincue.

* * *

Le 26 juin 1917, Mgr Pacelli, nonce à Munich, passait par Berlin pour se rendre au grand quartier général où il avait à remettre une lettre de Benoît XV à l'Empereur. Il vit Bethmann-Hollweg et l'interrogea de la part du Souverain Pontife sur les buts de guerre des Puissances centrales. Ayant eu son attention appelée spécialement sur les intentions allemandes au sujet du sort de la Belgique, le chancelier affirma que la complète indépendance de ce pays serait rétablie. Mais à cette déclaration, il mit immédiatement un correctif, en ajoutant que « cette indépendance complète ne se concilierait pas avec le fait que la Belgique se trouverait sous la domination politique, financière et militaire de la France et de l'Angleterre, Etats qui exploiteraient cette domination au détriment de l'Allemagne. » Parler ainsi manifestait évidemment le projet de conserver un droit d'intervention dans les affaires extérieures de notre pays, intervention exclusive d'une réelle indépendance. Trois jours après, le Nonce put entretenir Guillaume II. De son audience, il retira de bonnes impressions sur les dispositions du Souverain et de son chancelier de seconder le Pape dans ses tentatives pacificatrices.

* * *

Les événements parlementaires en Allemagne parurent également à cette époque devoir seconder les vues pontificales. Le 19 juillet, le Reichstag votait une résolution appelée « la résolution de paix ». Elle déclarait notamment que l'assemblée aspirait à une paix d'entente et à une réconciliation durable des peuples, excluant des extensions territoriales par la violence ainsi que des mesures d'oppression politique, économique et financière considérées comme inconciliables avec une telle paix.

Michaëlis, qui venait de succéder à Bethmann-Hollweg dans ses fonctions de chancelier, accepta cette résolution en y apportant toutefois cette réserve : « Comme je la comprends ». On verra qu'il ne la comprenait pas comme le Reichstag.

Les conversations de Mgr Pacelli avec l'Empereur et avec Bethmann-Hollweg ainsi que les idées qui avaient à ce moment prévalu au Reichstag, des sondages qu'il avait peut-être fait pratiquer dans les pays de l'Entente, les aspirations de l'Autriche à la paix qu'il savait intenses, devaient encourager le Saint-Père à persévérer dans ses tentatives de paix et même à les accentuer.

Le 1^{er} août, il fait remettre à Berlin une note dans laquelle il exprime son désir de voir les belligérants arriver à « une paix juste et durable » basée sur la réduction des armements, l'établissement d'une cour de justice arbitrale, la liberté des mers, la renonciation réciproque à la réparation des dommages de guerre. Le point le plus important de la note résidait dans les lignes suivantes : « Mais une résolution de paix avec les avantages infinis qui en découlent est impossible sans la restitution réciproque des territoires momentanément occupés. C'est pourquoi, il faut

(1) Je signalerai surtout les deux rapports du docteur BREDT : *La Question de Belgique et La Note du Pape* publiés dans l'*Œuvre de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale et du Reichstag allemand*, 4^e série, 2^e partie, 8^e vol. pp. 132-135, et pp. 195-311, ainsi que ses articles *Le Chancelier de l'Empire Michaëlis et la médiation du Pape et Michaëlis et Kuehlmann*, publiés dans les *Preussische Jahrbuecher* de novembre 1926 et de janvier 1927. Il convient de mentionner aussi un article *es éventualités de paix auautomne 1917. L'importance décisive d'une déclaration de paix au sujet de la Belgique*, publié dans le *Berliner Tageblatt*, n^o 32, du matin du 20 janvier 1927.

que la Belgique soit complètement évacuée par les Allemands, qu'une garantie soit établie pour l'indépendance complète politique, militaire et économique de ce pays et cela pour toujours à l'égard de toutes les puissances. De même l'évacuation du territoire français de la part des autres Puissances belligérantes serait suivie d'une restitution identique des colonies allemandes. »

Se basant sur les déclarations de Bethmann à Mgr Pacelli et croyant son successeur animé d'intentions analogues, le Vatican espérait recevoir une réponse immédiate de Berlin. Il aurait voulu la communiquer aux Puissances de l'Entente en même temps que sa note. Mais ne voyant rien venir, il ne crut pas pouvoir attendre au delà du 9 août pour saisir de sa proposition nos alliés. De ceux-ci, une réponse lui vint plus rapidement. Dès le 21 août, le gouvernement anglais faisait savoir à la Curie que toute négociation dépendait d'une déclaration préalable de l'Allemagne au sujet de la Belgique.

En communiquant, le 30 août, la réponse britannique à Michaëlis, le Nonce lui demandait « une déclaration précise sur les intentions du gouvernement impérial relative à l'indépendance complète de la Belgique et à la réparation des dommages causés en Belgique pendant la guerre, une indication également précise des garanties pour l'indépendance politique, économique et militaire de la Belgique que l'Allemagne réclame (1). »

« Si cette déclaration est satisfaisante, disait ensuite le Nonce, alors Son Excellence est d'avis qu'un pas notable pour le développement ultérieur des négociations aura été réalisé. »

Si le chancelier et la direction supérieure de l'armée avaient loyalement accepté la résolution de paix du Reichstag, la réponse, comme le fait remarquer le docteur Bredt, eût été très simple. Logiquement comprise, cette résolution impliquait la renonciation à toute annexion de la Belgique ou même à une union avec elle. Mais cette politique de renonciation n'était celle ni de Michaëlis ni celle de Kuehlmann, secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères. Ce dernier considérait la Belgique comme un gage à conserver jusqu'à l'obtention de conditions de paix tout à fait favorables pour l'Allemagne. Pour lui, la Belgique était un objet de troc. Quant à Michaëlis, après des velléités très passagères de désintéressement, sous la pression de l'état-major, il conduisit une politique nettement annexionniste, qui fut aussi celle de son successeur à la chancellerie, le comte de Hertling.

Mais aucun des deux ne voulait faire opposition ouverte au Reichstag. Ils préférèrent user de ruse envers lui comme nous allons le voir.

* * *

Le chancelier ne paraissait pas disposé à saisir le Parlement de l'affaire de la note pontificale. Ce que voyant, le docteur Suedeken, président de la Commission centrale, convoqua celle-ci pour les 21 et 22 août. Michaëlis ne put refuser de se rendre à la réunion. Vivement pris à partie pour la réserve « *Telle que je la comprends* », avec laquelle il avait accueilli la résolution de paix, il fut obligé de déclarer qu'il acceptait cette résolution purement et simplement et qu'il baserait sur elle toute négociation. En même temps, il se trouva contraint d'admettre la participation à la préparation de la réponse à la note du Pape, d'une commission de sept membres comprenant deux représentants du centre, deux social-démocrates, un national-libéral et un progressiste. Cette commission se réunit deux fois, le 28 août et le 10 septembre. Dans la seconde des séances, « le secrétaire d'Etat von Kuehlmann, raconte le docteur Bredt, soumit à la commission le texte de la réponse et expliqua dans un long discours, pourquoi la réponse n'était composée que de tours de phrase d'ordre général et ne comprenait rien concernant la Belgique. La Belgique constituait un nantissement que l'on ne pouvait abandonner prématurément (2). D'ailleurs, des négociations secrètes avec la Curie étaient encore en train, négociations au cours desquelles on éclaircirait l'affaire. Au reste, la résolution de paix du 19 juillet représentait la ligne de conduite pour le gouvernement! Le député Scheidemann expliqua alors longuement qu'une réponse claire devait absolument être donnée concernant la Belgique, les raisons données par le docteur Kuehlmann étaient insuffisantes. Parmi les autres députés Fehrenbach,

(1) Allusion aux paroles de Bethmann-Hollweg.

(2) Cela le Pape ne le demandait pas. Il réclamait seulement une manifestation d'intentions. Le docteur Bredt condamne nettement les théories de Kuehlmann à ce sujet.

Erzberger et Payer attachaient le plus grand prix au fait que la résolution de paix devait être considérée comme faisant autorité et il n'y a pas de doute qu'ils considéraient que la résolution de paix contenait la renonciation pure et simple à la Belgique. Les représentants du centre et du parti progressiste ne croyaient pas devoir, en conséquence, persister à demander que la Belgique fût expressément mentionnée dans la réponse au Pape; la référence à la résolution de paix, dont au surplus ils admettaient que, suivant les déclarations du 21 août, elle était « comprise » maintenant tout à fait dans son sens exact par le chancelier de l'Empire, leur suffisait. Le représentant du centre et celui des nationaux-libéraux étaient naturellement d'accord pour prétendre qu'aucune réponse précise ne devait être donnée concernant la Belgique. Un dernier mot du député Ebert n'eut plus aucun succès, car cinq membres de la commission des sept étaient d'accord pour dire que dans la réponse rien ne devait être articulé à propos de la Belgique. C'est de cette manière qu'une réponse au Pape fut approuvée, réponse qui ne contenait que des tournures de phrase d'ordre général et dont le passage suivant vaut seul la peine d'être cité :

« En considération de l'importance que mérite la manifestation politique de Sa Sainteté, le Gouvernement impérial n'a pas manqué de soumettre à un examen sérieux et consciencieux les idées qui s'y trouvent contenues; les mesures spéciales qu'il a prises, en communauté étroite avec les représentants du peuple allemand pour la délibération et la réponse à donner aux questions soulevées, témoignent de son désir ardent de trouver, en communauté avec les vœux de Sa Sainteté et la résolution de paix du Reichstag, en date du 19 juillet de cette année, les bases pratiques pour une paix juste et durable. »

S'en référer à la résolution de paix, c'était, en apparence, se rallier à la conception d'une paix sans conquête. Dès le lendemain, Michaëlis montrait combien, en cette occasion, les apparences furent loin de la réalité.

* * *

Il n'appartenait pas au Reichstag seul de se prononcer sur la réponse à donner au Pape. La décision suprême relevait de l'Empereur. Un grand conseil de la Couronne avait été convoqué pour le 11 septembre. Guillaume II rentre à Berlin le 9. Dès son arrivée, le chancelier eut avec lui une longue conversation au sujet de la Belgique. Il semble qu'il travailla et qu'il parvint à lui faire admettre l'éventualité d'une renonciation tout au moins partielle de l'Allemagne à ce pays (1). Au conseil assistèrent le prince impérial, Hindenburg, Ludendorff, l'amiral von Holtzendorff, les secrétaires d'Etat Kuehlmann, Capelle, Helfferich et Roedern, les ministres d'Etat Breitenbach et Waldow, le colonel général von Falkenhausen.

De cette réunion, Michaëlis a gardé un procès verbal :

« Pour ce qui regarde les buts de guerre relatifs à la Belgique, écrit-il, l'Empereur a antérieurement acquiescé à l'idée de Falkenhausen, c'est-à-dire annexer jusqu'à la mer du Nord. Aujourd'hui, la situation se présente autrement. Il considère l'annexion de la Belgique comme dangereuse pour les intérêts allemands. Le cardinal Hartmann lui a déconseillé avec insistance d'annexer la Belgique à raison du dangereux clergé et des Wallons très peu désirables comme compatriotes. Ainsi, la Belgique peut être rétablie dans son état antérieur, le roi des Belges peut rentrer. Les vœux de la direction suprême de l'armée et de la marine ont été discutés à différentes reprises par lui, et l'Empereur. Il est entendu que la côte des Flandres est, à la vérité, très importante. C'est pour elle que la flotte a combattu à Skagerrak. Zeebrugge ne peut pas tomber entre les mains de l'Angleterre. La côte des Flandres ne peut être conservée si la Belgique n'est pas annexée. *Il comprend que cela n'est pas possible.* Toutefois, la renonciation

(1) Michaëlis ne paraît pas avoir jamais poursuivi une renonciation totale. « Je voudrais, écrivait-il au comte Czernin, le 17 août 1917, obtenir pour des négociations mes condes franchises pour que la Belgique soit liée militairement et économiquement à l'Allemagne. Les conditions retracées par moi, d'après une note sur les négociations qui ont eu lieu à Kreuznach — contrôle militaire de la Belgique jusqu'à la conclusion d'une alliance offensive et défensive avec l'Allemagne ou affermage à long terme de Liège et de la côte de Flandre — sont les exigences maxima formulées par la direction suprême de l'armée. Celle-ci est d'accord avec moi que ces conditions ou d'autres se rapprochant d'elles ne peuvent être obtenues que si l'on peut imposer la paix à l'Angleterre. Toutefois, nous sommes d'avis qu'une large mesure d'influence économique et militaire sur la Belgique doit être obtenue et pourra être obtenue au moyen de négociations. »

doit être liée à des compensations, sinon la politique n'est pas soutenable. Il compte, à ce sujet, outre l'exclusion complète de l'influence anglaise, sur des réserves au point de vue économique et sur la solution de la question flamande. »

Ce procès-verbal est confirmé par Helfferich, qui écrit dans ses mémoires : « Le chancelier a dit au conseil de la Couronne : La condition préalable pour des négociations de paix est notre renonciation complète et sans réserve à la Belgique. — Le chef de l'amirauté aurait voulu avoir la côte des Flandres. Ludendorff tout au moins Liège et les environs. L'Empereur se prononça en fin de compte dans le sens du chancelier. »

Il semble, d'après ces deux témoignages, que le Conseil, ou tout au moins l'Empereur, se serait prononcé pour une renonciation à toute annexion de la Belgique. Tous les assistants ne le comprennent pas ainsi. En effet, le 27 septembre, le feld-mariéchal von Hindenburg télégraphiait au chancelier : « On me dit de nouveau que le conseil de la Couronne a renoncé à la Belgique. Je serai reconnaissant à Votre Excellence si elle voulait démentir cette information. Il ne s'agit, en effet, que de la renonciation à la possession permanente de la côte des Flandres, au cas où, à ce prix, nous obtiendrions la paix cette année et que les Anglais évacuent la France. »

Que dans le conseil de la Couronne un abandon complet, sans réserves, de la Belgique, n'ait pas été décidé, cela résulte aussi d'une lettre adressée par Guillaume II à Michaëlis et lui devant la commission d'enquête du Reichstag lorsque l'ex-chancelier dut y comparaître. « Je me souviens parfaitement, écrit l'Empereur déchu, de notre entretien au sujet de la lettre, en date du 30 août, envoyée par le nonce Pacelli, entretien qui a eu lieu le matin ou le soir du 10 septembre, avant le conseil de la Couronne. Je n'ai pas fait mystère de mes vifs scrupules dont j'étais responsable devant mon peuple, en me décidant, après les exploits impérisables de l'armée et de la marine, à renoncer à la possession glorieuse de la Belgique au cas où nous arriverions à conclure la paix au plus tard fin 1917. Je ne pus cependant pas me soustraire à vos raisons et donnai mon consentement à la renonciation à la Belgique. Toutefois, je devais, comme de juste, imposer des conditions à l'abandon complet et définitif de la Belgique, conditions que, dans l'intérêt de la paix de l'avenir, je considérais comme absolument nécessaires. »

Quelles étaient ces conditions? On ne les connaît pas d'une manière certaine. Mais elles furent certes moins importantes que celles développées par Ludendorff au conseil et consignées dans les notes que le célèbre chef allemand écrivit au sujet de ce conseil : « La possession de la ligne de la Meuse seule ne suffit pas pour donner la sécurité nécessaire à la région industrielle. Nous devons encore faire reculer davantage une armée anglo-belge-française. Cela ne peut avoir lieu que si la Belgique est liée si étroitement à nous au point de vue économique qu'elle cherche également une union politique avec nous. L'union économique ne pourra être réalisée sans une forte pression militaire — une occupation de longue durée — et sans une prise de possession de Liège. La neutralité de la Belgique est un mythe sur lequel on ne peut compter pratiquement. »

D'après Kuehlmann et le docteur Bredt, la décision de Guillaume II resta bien en deça des prétentions émises par le quartier-maître général. Cependant, Michaëlis se soumit à la volonté de ce dernier plutôt qu'à la volonté impériale, car, le lendemain du conseil, le 12, il écrit à Hindenburg : « J'inscris dans nos projets de négociations comme exigences de la direction suprême de l'armée, auxquelles, à votre avis, on doit absolument se tenir, que vous deux vous exigez, pour la protection de notre industrie de l'ouest, en premier lieu, Liège et un territoire de sécurité; que tous deux vous espérez d'une union effectivement étroite de la Belgique à l'Allemagne un état de fait qui, à l'avenir, fera apparaître aux Belges l'impossibilité pour eux, rien que déjà pour des raisons égoïstes économiques, de se trouver avec nous dans des différends d'ordre militaire, et que, par conséquent, lorsque la Belgique aura fait tout ce que nous aurons exigé pour la sécurité de l'union économique — ce qui, naturellement, durera plusieurs années à dater des premières négociations de paix. — les garanties militaires pourront disparaître. Pour cette raison, on n'exigerait Liège que comme gage de sécurité et seulement pour une durée limitée de temps. »

Le chancelier tente, on le voit, d'atténuer quelque peu les exigences militaires : il voudrait pouvoir présenter la possession de Liège comme une occupation provisoire et non comme une

conquête définitive. Mais Hindenburg ne consent pas à transiger. Le 15 septembre, il répond à Michaëlis :

« Je ne me dissimule pas que dans la marine et dans les cercles étendus de patriotes, une renonciation à la côte des Flandres sera considérée comme un revers sensible qui ne pourra être adouci que si les compensations, qui ont été également reconnues par Votre Excellence à la marine deviennent effectives. De même que le général Ludendorff, j'envisage les compensations sous forme de points d'appui dans notre empire colonial et en dehors de celui-ci... »

« L'union économique de la Belgique avec l'Allemagne ne se réalisera pas, même après la conclusion de la paix, sans une pression sur la Belgique. Une occupation de plusieurs années servira à exercer cette pression qui, pour des motifs militaires, deviendra encore nécessaire lorsque les Anglais et les Américains évacueront la France. L'influence allemande doit produire des effets au delà des années d'occupation. Celle-ci a pour but principal la protection militaire immédiate de la région industrielle du Bas-Rhin et de la Westphalie. Ce n'est que si nous sommes et restons comme occupants de Liège les maîtres absolus de la situation que nous pourrions prendre les mesures militaires nécessaires. C'est pourquoi je ne puis pas me représenter que nous puissions qu'inter Liège dans un temps dont il soit possible de fixer la durée ou qui serait fixé par traité. »

Devant ces exigences, Michaëlis, qui était la créature de Ludendorff et d'Hindenburg, qui dépendait entièrement d'eux, et craignait, s'il leur résistait, l'établissement d'une dictature militaire, Michaëlis s'incline. Il agit comme les deux généraux l'ont demandé, reniant ainsi la résolution de paix du Reichstag et se jouant de la commission des sept à qui il cache qu'à cette résolution il a substitué pour base de ses négociations les ukases militaires.

Dans ces conditions, il laisse partir le 19 septembre pour Munich la réponse à la note du Pape, réponse qui, ainsi que nous l'avons vu, faisait état, comme devant donner toute satisfaction au Saint-Père, de la résolution du Reichstag. On ne pouvait mettre plus de mauvaise foi dans une négociation diplomatique.

Michaëlis fit suivre cette première communication, le 24 septembre, de la lettre suivante à Mgr Pacelli, lettre tenue soigneusement cachée pour la commission des sept :

« Si, par conséquent, nous ne sommes pas encore en mesure, d'après l'état des choses actuelles, de répondre au vœu de Votre Excellence et de donner une déclaration précise sur les vues du Gouvernement impérial concernant la Belgique, ainsi que sur les garanties désirées par nous, le motif n'en est point du tout que le Gouvernement impérial serait en principe opposé à faire une pareille déclaration, ou qu'il mésestimait l'importance décisive de celle-ci pour la question de paix, ou bien qu'il serait d'avis que ses vues et les garanties qui lui paraissent absolument indispensables pourraient constituer un obstacle insurmontable pour la cause de la paix; non, le motif consiste simplement en ceci que le Gouvernement est d'avis que certaines conditions préalables qui forment la base nécessaire pour la remise d'une pareille déclaration ne semblent pas encore se présenter d'une manière suffisamment claire. Le Gouvernement impérial s'efforcera d'obtenir des lumières sur ce point et il espère — au cas où les circonstances favoriseraient son projet — de se trouver en situation, dans un temps pas trop éloigné, de documenter plus en détail Votre Excellence sur les vues et les exigences nécessaires du gouvernement impérial particulièrement en ce qui concerne la Belgique. »

* * *

Cette lettre repoussai, comme l'a constaté le docteur Bredt, toute renonciation à la Belgique, repoussait aussi la résolution de paix du Reichstag et infligeait un désaveu à la commission des sept. « C'était la fin de la médiation papale. »

Avant d'envoyer officiellement la note approuvée par la majorité des sept, Michaëlis l'avait soumise officieusement au Nonce afin qu'il pût l'apprécier. Sans tergiverser, Mgr Pacelli manifesta son profond étonnement de l'inconsistance de la réponse, insistant pour obtenir une déclaration dépourvue d'équivoque; il montrait que la réponse projetée enlevait toute chance de succès à l'intervention pontificale. Le Vatican, saisi télégraphiquement du projet, fit savoir lui aussi, à Berlin, qu'il mettait complètement en échec la démarche du Saint-Père. Seule, disait le cardinal secré-

taire d'Etat, une réponse nette au sujet de la Belgique pouvait conduire dans les voies de la paix.

Sans se laisser fléchir, non seulement Michaëlis envoya la note acceptée par la commission des sept, quoique sachant qu'elle ne répond plus à la situation, qu'elle est en contradiction formelle avec la politique qu'il a arrêtée de concert avec les chefs militaires, mais encore il écrit au Nonce sa lettre du 24, dissipant ainsi le peu d'espoir qu'avait encore pu laisser à Rome la note du 19.

Le docteur Bredt juge ainsi les résultats de la politique du chancelier :

« La grande question était maintenant de savoir si un des belligérants était disposé à conclure une paix sans annexions et sans dédommagements en fait, d'accord avec la proposition de paix du Pape et la résolution de paix du Reichstag allemand. Comme l'Allemagne se trouvait en possession de la Belgique, il importait, naturellement, en premier lieu, de savoir si l'Allemagne était disposée à y renoncer. Mais comme à cette question le Dr Michaëlis répondait par un « non » bien clair et que la direction supérieure de l'armée réclamait de lui ce « non », la question était ainsi résolue du côté allemand. Il va de soi qu'elle était également résolue pour l'autre partie... Par cette lettre (du 24 septembre) toute disposition de l'Entente en faveur de la paix fut rendue impossible, peu importe qu'elle ait existé ou non. »

Et le docteur Bredt dit encore : « Par la lettre confidentielle du 24 septembre, nous avons fait connaître à la Curie et indirectement à l'Entente qu'il n'y avait pour nous que deux alternatives : une paix par la force ou la défaite. »

Devant la commission d'enquête du Reichstag, Michaëlis et Kuehlmann ont tenté de faire admettre que la lettre du 24 septembre ne contenait pas un refus de donner une déclaration au sujet de la Belgique, mais une réponse affirmative conditionnelle.

« Le seul sentiment qui se manifeste à ce sujet, écrit le docteur Bredt, c'est la surprise et, au cours de toute la durée de l'interrogatoire, nous ne nous sommes pas rapprochés de la clarté. »

Dans d'assez longues considérations, le docteur Bredt établit l'immanité de l'explication par laquelle les deux hommes politiques allemands tentèrent de se justifier de l'accusation d'avoir fait échouer par leurs réponses des 19 et 24 septembre la tentative de médiation de Benoît XV.

Je ne puis songer à reproduire ni même à résumer ici l'argumentation très serrée et très logique de cet écrivain. Je me bornerai à donner une seule de ses conclusions : « Il se peut, écrit-il, que le chancelier de l'Empire et son secrétaire d'Etat aient été réellement d'avis que la lettre du 24 septembre contenait un « oui » conditionnel. Mais ce qui est cependant décisif avant tout, c'est l'opinion de celui qui reçoit la lettre. Le cardinal-secrétaire d'Etat avait déclaré par anticipation que la note-réponse officielle était insuffisante; ainsi, d'après l'opinion du destinataire, une référence générale à la résolution de paix ne suffisait pas. Le cardinal réclamait un « oui » catégorique. C'est pourquoi même si le chancelier de l'Empire et le secrétaire d'Etat admettaient que la lettre contenait un « oui » conditionnel, ils devaient tout de même se dire qu'ils ne remplissaient pas, d'après la communication bien précise du cardinal, la condition préalable pour une heureuse médiation. »

* * *

Si toute tentative de paix échoua au cours des quatre longues années de guerre, ce fut à cause du refus absolu et constant de l'Allemagne de promettre de restaurer la Belgique dans sa complète indépendance. Jusqu'aux derniers jours des hostilités, alors même que la situation devenait de plus en plus mauvaise pour les armées allemandes, la prétention d'intervenir souverainement dans le sort futur de notre pays, soit par une pression économique, soit par une pression politique, soit par une pression militaire, continua à hanter le cerveau des hommes d'Etat et des généraux allemands. Même dans le discours que prononça le chancelier de Hertling, le 24 septembre 1918, quatre jours avant la demande d'un armistice, on ne perçoit pas encore un renoncement bien net à ces ambitions. Le 28 septembre, le gouvernement impérial se trouvait contraint d'accepter les quatorze points du président Wilson. « La situation, écrit le docteur Bredt, devenait claire en ce qui concerne la Belgique. Il n'y avait rien dans les quatorze points concernant l'union économique, militaire et politique; il ne s'y trouvait rien non plus au sujet de la question flamande. Il s'y trouvait seulement quelque chose relativement à une sou-

veraineté illimitée de la Belgique, souveraineté qui abandonnait toutes les mesures ultérieures au bon vouloir de la Belgique. Cela s'est effectivement réalisé ainsi et la fin de toute la question belge fut la perte d'Epén-Malmédy. »

A. DE RIDDER.
Directeur général
au Ministère des Affaires étrangères.

Quelques souvenirs littéraires⁽¹⁾

Maurice Barrès et Laurent Tailhade.

Ce Barrès d'alors, entre vingt-cinq et trente ans, était vraiment un être délicieux et rare, d'une élégante sûreté de soi et d'une hautaine impertinence devant la vie. Il se sentait porter en avant par tout ce qu'il y avait de meilleur et de supérieur dans la jeunesse de son temps. Néanmoins, il ne dédaignait pas de donner à sa popularité le coup de pouce de la réclame. Il rédigeait à lui tout seul une revue, les *Taches d'encre*, dont la collection fait aujourd'hui l'orgueil des bibliophiles qui la possèdent. Or, à ce moment, un sinistre assassin excitait l'intérêt assez malsain de Paris. Il s'appelait Eyraud. Le jour où, à l'aube, cet Eyraud avait été exécuté, sur la place de la Roquette, parurent à midi sur les boulevards des hommes-sandwiches qui promenaient d'immenses pancartes sur lesquelles on pouvait lire : « Eyraud ne lira plus les *Taches d'encre* de Maurice Barrès! »

En vérité, Barrès avait en général pour se faire valoir des procédés de qualité plus fine. Je trouve dans mes carnets des notations sur une représentation classique de l'Odéon où Barrès était chargé d'introduire, auprès du public, par une brève causerie, le *Tartuffe* de Molière. Le *Tartuffe*! Après tant de temps, la critique n'est pas parvenue à se mettre d'accord sur le sens de ce chef-d'œuvre : Molière a-t-il voulu écrire une satire de l'hypocrisie religieuse ou bien une satire de la religion elle-même? En tous cas, *Le Tartuffe* n'est pas une comédie d'édification religieuse! Cela n'empêcha pas Barrès sous prétexte de commenter d'avance la pièce qui allait se jouer, de faire, sur ce ton de supériorité détachée qu'il savait prendre, un éloge sans réserves de saint Ignace de Loyola, fondateur de l'ordre des Jésuites, et de proclamer que *Les Exercices spirituels*, bréviaire souverain de la psychologie éternelle, devraient être le *vade-mecum* de tous ceux qui prétendaient, selon la formule de Barrès, cultiver leur moi. Cette audacieuse profession de foi cléricale fit grande rumeur parmi la jeunesse des écoles qui formait la majorité dans l'auditoire de Barrès; et d'après discussions s'ensuivirent que Barrès avait peut-être bien escomptées comme des contributions à sa renommée ascendante de prince de sa génération.

Pas moins que Barrès, Laurent Tailhade était impatient de popularité, mais ses moyens à lui étaient dans le « coup de gueule » brutal et mordant jusqu'au sang. Ce grand poète, dont *Les Vitraux* sont d'une joaillerie éblouissante et parfaite, faisait fonction permanente de vitupérateur. Il y avait en lui un singulier mélange intellectuel d'aristocrate et d'anarchiste. L'aristocrate trônait aux

terrasses du Quartier latin où, invariablement, il commandait les consommations sur un ton souverain d'ancien régime et d'une voix qui faisait se retourner les passants : « Manants, apportez-moi un boc... Reîtres, servez-moi une absinthe! » Et voici alors l'anarchiste : le « compagnon » Vaillant venait de jeter une bombe dans l'hémicycle de la Chambre des députés. Or, ce soir-là, à moins que ce ne fut à quelques jours de là, avait lieu le dîner hebdomadaire de la revue *La Plume*, qui réunissait la jeunesse littéraire d'avant-garde et que présidait d'ordinaire un « ancien » glorieux ou commun. Cette fois, c'était le doux et débonnaire François Coppée. Au dessert, selon l'habitude, on fit circuler parmi les convives l'album traditionnel où chacun était convié à noter une pensée. Quand vint le tour de Tailhade, d'une grande calligraphie gothique, il inscrivit sur l'album — allusion à l'attentat de Vaillant — cette phrase : « Qu'importe la mort des vagues humanités, quand le geste est beau! » Connue le lendemain, l'aventure fit grand scandale dans la presse, interprète d'une capitale qui vivait sous la hantise de la terreur révolutionnaire. Mais Tailhade jubilait dans la mesure où l'opinion protestait. Il tenait sa célébrité! L'anarchie fut médiocrement reconnaissante à Tailhade pour sa tapageuse approbation, puisque à quelque temps de là, comme l'aristocrate savourait un succulent déjeuner au restaurant *Foyot*, place du Luxembourg, un compagnon déposa délicatement sur le rebord extérieur de la fenêtre une bombe qui, éclatant, faillit enlever à Tailhade sa mauvaise tête.

Tailhade, d'ailleurs, avait souvent des mots d'un pittoresque moins virulent. Il est peut-être bien, sinon l'auteur, du moins l'inspirateur de ce qualificatif de pasteur d'éléphants appliqué à Leconte de l'Isle, puisque c'est lui qui a dit du chef de l'école parnassienne qu'il semble qu'il écrive entre deux éléphants. Et un jour qu'on demandait à Tailhade ce qu'il pensait du siècle de Louis XIV, il répondit : « Heureux temps où l'homme de lettres pouvait accepter le vivre et le couvert chez les grands de la terre, ainsi La Fontaine chez la marquise de la Sablière, sans se faire traiter pour cela de « poisson vert ».

Ernest Renan.

Au collège de France. Un petit auditoire empoussiéré. Au premier rang, devant des pupitres, de graves orientalistes prenant des notes; derrière eux, sur des chaises, de vieilles dames et quelques jeunes demoiselles; au fond, debout, des curieux. M. Renan entre et tout de suite on se disait : « Comme il ressemble à un ecclésiastique! » Une redingote noire de clergyman, un gilet fermé jusqu'au col, une grosse face rasée aux bajoues retombantes, ombragée de longues mèches grises et sous l'énormité des sourcils, des yeux bleus, tantôt vifs, tantôt songeurs et où la malice du Gaulois s'atténuait de la rêverie du Breton... Et l'observation alors récente de Jules Lemaître venait invinciblement à l'esprit : « M. Renan est une cathédrale désaffectée, mais il reste une cathédrale »...

M. Renan s'est assis; il penche malicieusement la tête du côté de son auditoire féminin, sourit, se courbe sur sa grande bible, lit une phrase d'hébreu, la traduit et commence ses commentaires...

Ah! ces commentaires de M. Renan; ils parcourent toute la gamme qui va de l'émotion à l'ironie, de l'affirmation à la négation pour se réfugier finalement dans le doute. Et d'ordinaire, la conclusion formulée avec un plissement de lèvres, mi-amer, mi-caustique c'est : « Après tout, vous comprenez, je n'en sais rien. »

Lorsque le long des chemins bibliques, M. Renan rencontrait une figure qui lui fut sympathique et chère, telle Rachel ou la reine de Saba, il la saluait d'un chant ensorcelant de sirène

(1) Voir la *Revue catholique* du 3 juin 1927.

ou d'un étincelant dithyrambe de psalmiste... Mais comme bien vite le railleur chez lui reprenait le dessus et alors les livres sacrés n'en menaient plus large. Non pas que M. Renan se livrât à l'éreintement brutal; il a toujours considéré la violence comme d'un suprême mauvais goût. Ses complaisances allaient vers un grignotage demi-teinte, sceptique, bonhomme et, disons le mot, gamin; il ne bousculait pas les œuvres et les individus, mais les enlaçait de paradoxes, de gageures et de rapprochements imprévus; en quoi il excellait surtout et à quoi il s'amüsait prodigieusement, c'était à placer ce qu'il appelait les « faits divers » de la Bible sous l'angle de la modernité et à les confronter avec l'actualité la plus immédiate. Sur un vieux carnet jauni, j'ai retrouvé quelques-unes de ces boutades et je les transcris telles que je les notais à l'instant même où essor leur était donné : « Jonas dans le ventre de la baleine »?... Mais M. Jules Verne a fait mieux que cela : « Vingt mille lieux sous les mers! » Ou encore, et ce propos-ci revêt toute sa piquante valeur du fait qu'on vivait alors en pleine fièvre boulangiste : « Le prophète Elie s'en allant au Ciel sur un char de feu et jetant son manteau à Elisée! Même en un temps de prodiges, c'est là une aventure qui dut faire quelque bruit... Voyons, rendez-vous compte : c'est comme si un soir de grandes eaux à Versailles ou de feu d'artifice au bois de Boulogne, le général Boulanger s'envolait sur une fusée en laissant sa capote militaire sur la bosse de M. Naquet... Quelle aubaine pour les journalistes! » Et enfin, ce trait : « Le veau d'or... Mon Dieu, quels embarras, en ce temps-là, autour de cette statue!... Et quelle importance on lui donna. Aujourd'hui, ce ne serait qu'un bibelot pour étagère de financier! »

Tout cela, évidemment pris en soi, n'est pas extraordinairement spirituel, mais tout cela, dit par M. Renan, d'une voix admirablement nuancée, avec un sourire narquois et de petits gestes en chiquenaude, car M. Renan mimait aussi bien qu'il parlait, tout cela donnait l'impression d'un vieux Caliban se jouant à lui-même une scène de revue de fin d'année.

Qui donc a dit de Renan qu'il était « Le Labiche de l'Exégèse? »

Ces aspects pittoresques du professeur ne doivent pas faire méconnaître en Renan le grand artiste qu'il fut, unissant en lui la sentimentalité ensorcelleuse de Rousseau, l'acide raillerie de Voltaire et la puissance évocatrice de Chateaubriand.

Son influence fut profonde sur quelques-uns des plus grands écrivains du XIX^e siècle : Lemaître, France, Loti, Bourget, Barrès. Si cette influence persista, quant au mode d'expression, elle fut étrangement éphémère dans l'ordre des idées.

Et c'est un des phénomènes frappants de l'histoire littéraire que la faillite rapide du dilettantisme renanien. S'il avait vécu quelques années de plus, quelles défaillances et quelles désertions Renan eut pu constater. Lemaître, qui conquit au Renanisme l'empire de la critique, finissant en conducteur de peuples; Bourget, qui fut le visage mondain du Renanisme, sombrant dans le positivisme féodal de *L'Étape*. Et Barrès!... Ah! celui-là, dès le début, manqua délicieusement de respect à son maître, mais Renan avait néanmoins posé sur la tête de cet enfant terrible et mélancolique ses plus douces complaisances. Au soir de la vie, avec quelle voluptueuse sécurité ne se promena-t-il pas dans les allées tortueuses du *Jardin de Béatrice*?... Et voilà que Barrès aussi avait déserté et, pèlerin de la Grèce, osait même ne pas se souvenir de *La Prière sur l'Acropole*.

De tous ces abandons, la fidélité d'Anatole France aurait-elle suffi à consoler le Maître? Certes, M. Bergeret ne renia pas le Renanisme, mais il l'attela « au char hurlant des factions ». Et c'est là peut-être la pire faute de goût.

Ah! décidément, que M. Renan aurait fini par se sentir seul!

Joris-Karl Huysmans.

J.-K. Huysmans fut d'abord un disciple de Zola et un « écolier » de Medan; mais il se distinguait du Maître et de ses codisciples par l'inquiétude de l'idée et le souci de l'écriture artiste : seul de tous les naturalistes, J.-K. Huysmans ne parvint pas à assassiner son âme. Aussi, le jour vint où il s'évada des géhennes du naturalisme mais ce fut pour pénétrer dans les géhennes des sciences occultes. Deux livres terribles attestent cette évolution et d'où se dégagent des odeurs de souffre et des relents de malédiction. *A Rebours* et *Là-Bas*. Jamais chirurgien ne fouilla d'un scalpel plus impitoyable de plus affreuses et de plus secrètes plaies. Et, au dire de J.-K. Huysmans, c'étaient là choses vues et vécues. Dans son appartement de la rue de Sèvres, où de vieilles statuette religieuses et d'artistiques reproductions des Primitifs voisinaient avec des dessins inquiétants de Félicien Rops, je l'entends encore me dire, d'une voix pénétrante et accusatrice : « La réalité de mes personnages? Ecoutez-moi : le des Esseintes d'« A-Rebours », c'est tel poète; l'horrible Madame Chantelouve, la Chantelouve de « Là-Bas », c'est Madame une telle, ancienne maîtresse du général Boulanger, lorsqu'il était capitaine, et quant au chanoine Docte — le sinistre officiant de la messe noire — c'est tel prêtre; je l'ai nommé par ses initiales dans la préface du livre de Jules Bois sur le *Satanisme et la Magie*. Je l'ai d'ailleurs dénoncé à son Evêque et je lui ai dit : « Vous ne voulez pas me croire? Eh bien! faites venir ce prêtre et ordonnez-lui de se déchausser : sous la plante de ses pieds, vous verrez le tatouage profond d'une croix — question pour lui de fouler sans cesse aux pieds l'emblème de son Dieu! » Puis J.-K. Huysmans se levait et allait prendre, sur une étagère, deux récipients d'argent, dont le second avait la forme d'un calice, et au fond desquels je distinguais une informe matière noire, et il me disait : « Voici des noix aphrodisiaques pour la célébration du rite de Satan; et voici de la pâte d'exorcisme ». Et, ouvrant, à côté de son bureau, un cartonnier dans lequel s'alignaient méthodiquement, en leurs couvertures rouges, des dossiers : « Voici mes documents ajoutait-il; ils sont décisifs et écrasants... Quel pétard, s'ils étaient connus! Les brûlerai-je avant de mourir ou jouerai-je à mon exécuteur testamentaire. Je sale tout de les lui laisser? Je ne sais encore. Dieu me dictera ce que je dois faire! » Car au moment où il me parlait ainsi, J.-K. Huysmans s'était déjà évadé des arcanes de l'occultisme et du satanisme, et avait pénétré, par l'œuvre de rédemption exaltante qu'est *En Route*, dans le domaine de la spiritualité religieuse.

Mais le converti, chez J.-K. Huysmans n'avait rien de contraint et de papalard; sa personnalité était demeurée intacte; et il avait gardé entier son don savoureux d'observation, son indépendance ombrageuse d'appréciation et son libre parler coloré, pittoresque, incisif, affectionnant de se résumer en ces raccourcis de jugements qui étaient comme des pastilles de picrate concentré. Il avait l'habitude de dire : « Pourquoi voulez-vous que Dieu nous rende embêtants? » Et il allait, bousculant ceux qu'il appelait dédaigneusement les « doctrinaires de la Littérature », qualifiant Brunetière de « vieille fille saumâtre, filant son écheveau de banalités près d'un âtre sans flamme », maltraitant le Bourget de *L'Étape*, parce que, prétendait-il, « il tondait de sa langue épaisse les vergers indigents de la sociologie ». Et d'autres, et d'autres. Et il ne fallait pas faire remarquer à ce rude démolisseur que ces exécutions sommaires manquaient peut-être de justice et de bienveillance : il avait vite fait de vous répondre que la charité est une vertu religieuse mais non une vertu littéraire.

La dernière fois que je vis J.-K. Huysmans, il portait déjà sur son masque tourmenté, les symptômes du mal redoutable qui, après de longues et terribles souffrances, devait l'enporter et qui, coïncidence tragique, était le même mal décrit par lui dans la vie de sainte Lydwine de Schiedam. Les dernières lettres que je reçus de lui démontraient que, devant la mort, il gardait, avec une entière sérénité d'âme, toute la gouaillerie frondeuse de son esprit. Cet ex-disciple de Zola, cet ancien fidèle des messes noires, le créateur de des Esseintes, de la Chantelouye et du Chanoine Docre, voulut être enseveli dans la bure monacale des Oblats de saint Benoît.

* * *

... Tels m'apparaissent, à l'heure du souvenir, quelques-uns des hommes illustres qui passèrent sur l'écran de ma jeunesse.

Alexandrie, avril 1927.

FIRMIN VAN DEN BOSCH.

Le Krach à la bourse de Berlin

Nous sommes censés vivre à une époque démocratique. En vérité, il n'y a pas eu depuis quinze cents ans autant de féodalisme, autant d'absolutisme que de nos jours. Que sont donc les souverains absolus du XVIII^e siècle comparés aux grands consortiums économiques internationaux — lesquels ne font que prospérer de plus en plus — et à leurs dictateurs! Certes, les premiers — les souverains — extorquaient à la population des sommes importantes. Certes, ils s'entouraient d'une pompe exagérée, de parcs gigantesques, de courtisans en beaux uniformes, de maîtresses et d'acteurs, le tout dans de superbes châteaux. Certes, ils « vendaient » à l'étranger des milliers de villageois comme soldats. Les impôts dont ils frappaient leurs sujets étaient cependant inférieurs aux dividendes que consortiums et trusts soutirent à la population. Leur puissance était moindre que celle des ploutocrates qui règnent sur des milliers de journalistes, d'écrivains, de parlementaires, d'agences télégraphique et de correspondance. Ils ne peuvent pas vendre de la chair à canon, mais ils sont à même de ruiner des centaines de milliers d'hommes de la classe moyenne, de priver de pain des dizaines de milliers d'ouvriers.

Une autre grosse différence encore : les souverains absolus du XVIII^e siècle étaient responsables devant le peuple et celui-ci réagissait à la longue en réponse à un monarchisme démophile et antisocial en déposant son souverain, en le guillotinant, en le dépoissant de ses biens. Mais les représentants de l'actuel absolutisme ploutocratique travaillent surtout dans les coulisses, sans être vus ni contrôlés. Et, grâce à la souveraineté qu'ils exercent sur l'opinion publique, ils sont de plus en plus à même de rejeter, aux yeux des masses, leur responsabilité sur d'autres.

L'opinion démocratique contemporaine s'indigne que des *latifundia* d'autrefois de la noblesse féodale se soient conservés par-ci par-là jusqu'à nos jours en certains pays — ils comprennent de 5 à 10 % de toute la superficie du sol, et dans des cas exceptionnels jusqu'à 20 et 30 % — *latifundia* qui sont en train de se morceler lentement par des réformes agraires de caractère radical et par des impôts fonciers exorbitants. Mais cette même opinion démocratique ne voit pas que dans le domaine industriel et commercial, il existe une autre espèce de *latifundia* embrassant jusqu'à 70-80 % de certaines branches et que ces *latifundia* ne font que grandir et s'étendre.

Il n'existe pas de meilleure preuve de la dépendance de plus en plus grande de notre époque vis-à-vis des puissances plouto-

cratiques que le fait que cette époque, que l'opinion publique de notre temps, en parlent si peu. Du reste, pourquoi la grande presse en parlerait-elle? Elle vit de la publicité du grand capitalisme, publicité par laquelle ce dernier « s'assure » lui-même.

Récemment, le 13 mai, Berlin a connu un grand krach boursier. Des centaines de millions de marks-or ont changé de propriétaires. D'après les renseignements fournis par son président, la *Reichsbank* a perdu près d'un milliard de marks, montant des pertes subies, ces derniers temps, par cette banque en devises étrangères, pour le plus grand dommage de la monnaie allemande. Comment se fait-il que des semaines durant, la presse n'ait pas été submergée d'articles de fond au sujet d'un pareil événement? Comment se fait-il que des semaines durant le Parlement n'ait pas discuté les mesures à prendre contre les agissements de la spéculation boursière? L'explication est des plus simple : nous sommes dans une trop grande dépendance des puissances boursières!

Le 13 mai, la plupart des actions industrielles et commerciales baissaient à la Bourse de Berlin de 10-30 %; beaucoup de 50 %, certaines même de 80 %. C'est ainsi que les Schwettheiss baissent de 94 % vis-à-vis de la veille, les Farben de 35 %, les Reinstahl de 30, les Harpener, les Klöckner de plus de 17 %. Cette grande baisse ne serait, assure-t-on, qu'une réaction naturelle contre une surévaluation de la plupart des actions industrielles et commerciales, surévaluation qui dure depuis des mois, sinon depuis un an. Cette surévaluation est un fait certain. Exemple : au début de janvier 1926, le cours moyen des actions de banques était de 89,6 %, celui des actions industrielles et des compagnies de navigation de 65,8 %, celui de toutes les actions en général de 68,3 %. Or, le 10 janvier 1927, le cours moyen était de 188,7 % pour les actions de banques, de 162,4 % pour les actions industrielles et celles des compagnies de navigation, de 162,5 % pour toutes les actions en général. Les cours ont donc plus que doublé dans l'espace d'un an, sans qu'on eût constaté le moins du monde une amélioration correspondante de la valeur et des perspectives de rendement des entreprises en question. Et cependant, ces cours avaient monté encore, et de beaucoup, depuis janvier. Rien d'étonnant qu'il se soit produit une réaction.

Nous ne sommes pour rien dans le krach boursier disent les « grands chefs », les représentants des grandes banques. A les en croire, ils n'auraient cessé de donner des avertissements au public qui spéculé. Il est de fait que dans les bulletins financiers de certaines banques, de la *Deutsche Bank* et de la *Diskontogesellschaft* entre autres, on pouvait constamment lire ceci : un cours de 180 % ou de plus de 205 % pour la totalité des valeurs du terme présume comme normale une « rentabilité » qui n'est pas à prévoir dans un avenir prochain. Les hausses extraordinaires des cours s'expliquent avant tout par une forte passion du jeu répandue dans de larges couches du public, passion qui s'est habituée à l'idée attrayante de gains boursiers réalisés sans effort. Oui, de nombreuses banques ont publié de ces avertissements : c'est la vérité. Mais comment pouvait-on les prendre tout à fait au sérieux alors que c'étaient surtout les banques elles-mêmes qui encourageaient les spéculations boursières? Il est établi, à l'heure actuelle, que rien qu'au cours des derniers mois, elles ont en moyenne mis 2 milliards 500 millions de marks à la disposition de leurs clients dans un but de spéculation. Il est démontré que l'an dernier elles ont tiré leurs principaux bénéfices d'achats et de ventes de titres. Ces principaux bénéfices, elles les doivent par exemple au fait qu'en 1926, elles n'ont pas employé à l'intérieur et à l'étranger moins de 5 milliards de marks à acheter des valeurs de toutes sortes; et lors d'émissions nouvelles à l'occasion d'augmentation de capitaux, de fusions de compagnies, de fondations nouvelles, ces banques n'ont-elles pas songé avant tout à écouler dans le public, à un cours aussi élevé que possible, des valeurs acquises à bon marché? Les avertissements des banques, des ploutocrates devaient-ils donc — nous le demandons encore une fois. — être pris au sérieux?

Ces banques qui « avertissaient » ne ressemblaient-elles pas en fin de compte à un tendeur de filets qui cligne l'œil, en se réjouissant à l'avance de voir le bouvreuil qu'il va prendre, entrer dans la cage?

Le krach berlinois a eu pour cause immédiate — comme il a été officiellement annoncé — le geste du docteur Schacht, président de la *Reichsbank*. Inquiet d'une part de voir sévir une nouvelle inflation; craignant de l'autre que l'étranger n'exige de l'Alle-

magne des réparations trop grandes si la situation économique allemande se présente trop en rose; prévoyant enfin une réaction inéluctable et imminente, le docteur Schacht invita les banques de Berlin à réduire de 25 % les crédits consentis aux fins de spéculations. Les opérations de liquidation qui furent la conséquence de cette décision provoquèrent automatiquement une baisse des cours. Ce qu'il y a de tragique en l'espèce, c'est que naturellement les victimes n'appartenaient pas, pour la plupart, aux milieux ploutocratiques dans le sens étroit du mot, mais à la masse du public spéculateur. Les ploutocrates proprement dits eurent vent, en temps utile, de la mesure projetée, en tinrent compte et se débarrassèrent de leurs valeurs alors que celles-ci étaient encore à un taux élevé, alors que le public, qui ne savait rien, continuait à acheter avec avidité. On sait pertinemment aujourd'hui que « les milieux financiers et économiques, qui connaissaient l'effet qu'exercerait l'acte du président, effectuèrent des ventes en quantités énormes. » A la Bourse de Berlin elle-même, « des accusations furent lancées contre un certain nombre de banques et de représentants de banques, coupables d'avoir mis à profit la connaissance préalable qu'ils avaient eue de la situation et surtout du communiqué menaçant de l'union des banques berlinoises, et d'avoir spéculé en grand à la baisse ».

Cela ne rappelle-t-il pas véritablement les bouvreuils tombant entre les mains de tendeurs de filets. Le tableau est en effet, celui-ci : des valeurs sont vendues au public qui spéculé à un taux élevé. On annonce une réduction des crédits. Il y a baisse. Cette baisse et le manque de crédits obligent de vendre à bas prix. Ce sont alors la haute finance et le grand commerce qui se rendent acquéreurs des valeurs vendues. Il va de soi qu'ils espèrent pouvoir, à un moment donné, revendre à un cours meilleur aux spéculateurs ces valeurs qu'ils ont acquises à bas prix. La masse perd, ce sont les ploutocrates qui gagnent!

Ne faudrait-il pas dans l'intérêt de la vie économique de l'Etat empêcher le retour de pareils krachs? Des mesures ne sont-elles pas nécessaires qui endigueraient la spéculation boursière et contrôlèrent, dans l'intérêt général, ce qui se passe à la Bourse? L'Etat peut-il donc envisager placidement les institutions économiques centrales que sont les bourses, devenant des tripots, des repaires de brigands? A propos du krach berlinois, la *Rhein-Main-Volkszeitung* écrivait, dans son numéro du 22 mai : « Qui donc a jamais donné aux spéculateurs à la hausse et aux nombreux niguards participant à cette opération des assurances, des garanties les protégeant contre les pertes? Dans les milieux commerciaux sérieux, dans ceux du monde bancaire moyen et de l'industrie moyenne on est indigné non sans raison de tout ce tapage auquel se sont livrés les intéressés lors de la baisse des cours et de la pression exercée sur les cours. Où donc, partout ailleurs dans le monde, va-t-on ainsi importuner cabinets et autorités lorsqu'une partie de la communauté a subi des pertes? » Langage qui ne nous paraît ni catholique, ni démocratique. Il n'est pas catholique, parce que la conception tragique que le catholicisme se fait de l'humanité (doctrine du péché originel et de ses conséquences) pousse toujours les catholiques à se faire les défenseurs de ceux qui sont en danger contre l'humanité qui leur fait courir ces dangers. Ce langage n'est pas démocratique parce qu'il est de l'essence de la vraie démocratie de faire respecter les intérêts du véritable bien-être populaire par ceux qui administrent les économies de la population d'un Etat.

Le monde moderne s'indigne à la lecture de ce que faisaient au Moyen Age les chevaliers pillards; il comble d'éloges le premier des Habsbourg, Rodolphe, pour avoir rétabli l'ordre dans son empire, après une époque longue et terrible, en faisant pendre ces *raubritter*. Des actes analogues de la part de l'Etat ne seraient-ils pas aujourd'hui nécessaires? Il ne faudrait pas seulement mettre en garde un public crédule contre la spéculation boursière, mais surtout mettre des limites aux pillages des ploutocrates dans le domaine boursier.

On aime de nos jours insister sur la nécessité de la démocratie dans le domaine de la politique! Bien plus nécessaire serait la démocratie sociale, la démocratie dans le domaine de la vie économique, la démocratie contrôlant les banques les plus puissantes et la Bourse. A la longue, l'administration des valeurs d'un peuple ne saurait être laissée à l'arbitraire des particuliers. Ce n'est pas au caprice de ces particuliers à décider si des milliards seront employés à des fins véritablement productives ou mises à la disposition de la spéculation parasitaire. Qu'une clique de ploutocrates soit à même tantôt de faire monter, tantôt de faire

descendre, comme en se jouant, les valeurs économiques d'un peuple, pour se tailler toujours, et sans coup férir, aux dépens de la communauté, des bénéfices gigantesques dus à la différence entre la hausse et la baisse : voilà qui est inconciliable avec la démocratie.

De nombreux milieux catholiques sont remplis d'optimisme à l'égard du système économique et capitaliste moderne. S'ils puisaient leurs conceptions moins dans les livres aux belles couleurs de professeurs libéraux que dans les événements de la vie pratique dans des faits tels que le récent krach berlinois, ces milieux seraient notablement plus réservés. Celui qui adhère à l'esprit qui inspire la doctrine des Pères de l'Eglise et des Scolastiques sur le prêt à l'intérêt et l'usure, celui-là ne saurait approuver le système qui, d'une part, fait fructifier la nue-propriété et qui, d'autre part, exploite le travail créateur comme le font de plus en plus, de façon si typique la Banque et la Bourse modernes.

Dr Joseph EBERLÉ.

Directeur de la *Schönerer Zukunft*, Vienne.

Les Soviets et la Société des nations

La participation des délégués bolchevistes à la Conférence économique de Genève, n'a pas semblé inquiéter beaucoup, ni même intéresser l'opinion hors de Suisse. Elle aura des conséquences à quoi il est bon de réfléchir.

Pourtant, ce qui l'a rendue possible, c'est l'accord inopiné entre le gouvernement fédéral et les Soviets, et il y a là un fait dont il faut saisir toute la portée. Les Soviets eux-mêmes désiraient venir à Genève; ils l'ont fait savoir. Les Etats limitrophes en Russie désiraient également leur présence à la conférence économique et à celle du désarmement. La Société des nations le souhaitait aussi. Mais un obstacle se dressait sur la route Moscou-Genève : le conflit entre la Suisse et les Soviets, conflit que l'échec de premières négociations, auxquelles M. Briand servit d'intermédiaire, n'avait fait, semblait-il, qu'aggraver. Mais, si nous disons « semblait-il », c'est qu'en réalité la conversation ne cessa point, et certaines grandes puissances, mêmes lointaines — n'allez pas croire qu'il s'agisse ici de l'Angleterre — offrirent avec insistance leurs bons offices au Conseil fédéral. Tels furent les préliminaires qui ouvrirent aux délégués soviétiques la porte de la Suisse et leur mirent en main la clef de la Société des nations.

Et maintenant, que va-t-il se passer? Il est tout à fait sûr que les Soviets se sont fait représenter à Genève avec la volonté d'y établir un centre de propagande. La manière dont leur délégation était composée le prouve. Ces « camarades » étaient tous des extrémistes, et tous des propagandistes éprouvés. Ils appartiennent à la tendance Kameneff-Zinoviev, cette tendance intransigeante qui croit encore à la possibilité de la révolution européenne. On les a envoyés à Genève pour qu'ils y fassent leurs preuves et puissent y jouer leur dernière chance.

C'est pourquoi, ils se sont bien gardés de saboter la Conférence économique, comme Tchitchérine sabota la Conférence de Gènes. Au contraire, ils se sont efforcés, autant que le permettait leur naturel, et après les inévitables déclarations du début, d'être des membres assidus et de discuter le plus sérieusement possible. Car ce n'est pas au moment où le cercle est en train de se resserrer autour des Soviets que ceux-ci vont laisser boucher, par leur faute, l'issue inespérée que Berne et Genève viennent si imprudemment de leur ouvrir.

Ils sont donc venus, ils reviendront. Ils n'entreront pas dans la Société des nations, mais il n'est pas nécessaire d'être membre de la Société des nations pour participer aux plus importantes conférences. Alors, sous le prétexte de suivre les travaux de la S. D. N. et d'établir entre elle et eux un contact permanent, ils installeront à Genève un secrétariat où ils appelleront de nombreux fonctionnaires, qui seront soi-disant des spécialistes, — et il y aura, en effet, des spécialistes parmi eux, car ils ont tout intérêt à en avoir, — mais, en réalité, des propagandistes. Que si on leur fait observer que ces fonctionnaires sont évidemment trop nombreux, ils répondront : « On nous a tenus à l'écart de la Société des nations depuis qu'elle existe; nous avons besoin de spécialistes de toute espèce et en nombre suffisant, pour nous mettre au courant et pour rattraper le temps perdu. » A quoi il n'y aura rien à répliquer.

Mais ce secrétariat de Genève, — peu importe d'ailleurs le nom, — sera en réalité un centre d'espionnage et de propagande, établi dans le meilleur des postes d'observation et dans un pays où la police, qui est en Suisse cantonale et non fédérale, est moins gênante qu'ailleurs. Les Soviets possèdent, à Vienne, depuis quelques années, un centre de ce genre, et les Etats balkaniques s'aperçoivent constamment, à leur dam, de sa très habile, très secrète et très inlassable activité.

Les Soviets peuvent démentir qu'ils aient l'intention d'établir un secrétariat à Genève. Mais cette intention existe. Seulement, ils ne se presseront pas de l'exécuter, ce qui serait dévoiler trop vite leur jeu. Ils commenceront par laisser à Genève un ou deux observateurs. Mais la création d'un centre au siège de la Société des nations est tellement dans leur intérêt qu'elle est inévitable

* * *

Les Soviets ont d'ailleurs un autre moyen de propagande, et ils l'emploient beaucoup, avec une habileté particulière, depuis environ deux ans : la propagande intellectuelle. Il s'agit de la « Société pour les relations culturelles de l'Union Soviétique avec l'étranger ». Cela s'appelle, en abrégé, le Voks. Voici quelques détails sur son organisation et sur son fonctionnement :

Le Voks est présidé par Olga Rosenfeld-Kameneff, assistée elle-même de deux tchékistes et qui a sous ses ordres quelques savants russes disciplinés comme des soldats prussiens. Il est divisé pour le moment en cinq sections. La première est le *bureau de liaison*. Comme son nom l'indique, il assure le contact avec les organisations ou les correspondants chargés de la propagande soviétique parmi les intellectuels de l'étranger. Il y a des organisations de propagande intellectuelle, sous forme de société de rapprochement ou de cercle d'études, en Allemagne, Angleterre, Autriche, Belgique, Danemark, Finlande, France (Comité de relations scientifiques avec la Russie), Italie, Pologne, Suède, Suisse et Tchécoslovaquie. Hors d'Europe, il en existe en Turquie, Afghanistan, Perse, Chine, Mongolie, Japon, dans la République de Touva, en Argentine, aux Etats-Unis.

La seconde section est le *bureau d'échanges de publications*, il posséderait quinze cents correspondants à l'étranger et il y aurait expédié plus de soixante mille publications soviétiques. La troisième est le *bureau de presse*, qui édite des livres et des brochures, et publie un bulletin en quatre langues. La quatrième se nomme le *bureau pour la réception des étrangers*. C'est à ce bureau que les autorités soviétiques adressent tous les étrangers qui viennent visiter la Russie. Des agents du Voks, qui le sont aussi de la Guépéou, leur servent de guides et les surveillent. Cette section du Voks aurait ainsi piloté, en 1926, plus de trois mille visiteurs. Enfin, la cinquième section est la *Rus-Photo*, qui est chargée de

fournir de photographies les revues et les journaux. Il en expédierait trois mille par mois à l'étranger.

* * *

Propagande intellectuelle, propagande économique, ce sont aujourd'hui les deux grandes tentacules que la Russie des Soviets tend dans toutes les directions, par-dessus ou par-dessous tous les obstacles. Qu'elle les dirige maintenant vers la Société des nations, cela s'explique, et par la conférence économique, et par la coopération intellectuelle. Est-il dans l'intérêt de la Société des nations d'accepter ce contact? Est-il dans l'intérêt des gouvernements de le laisser s'établir, de pousser même à ce qu'il s'établisse? Les événements, grands ou petits, qui surviendront ces prochains mois, répondront. Il est cependant deux vérités élémentaires à rappeler au monde international qui les oublie : c'est que réunir les gens ce n'est point la même chose que les unir; et c'est que le temps se venge de ceux qui veulent aller plus vite que lui.

COMTE GONZAGUE DE REYNOLD.
professeur à l'Université de Berne,
membre suisse à la Commission de Coopération
intellectuelle à la S. D. N.

Le mois préféré

Au cours d'une série de petits referendums récréatifs organisés, il y a quelque vingt ans, par une publication française, je me souviens que cette question, entre autres, fut posée : « Quel est le mois que vous préférez ? »

J'ai noté que, sur 215 lecteurs qui y répondirent, 49 optèrent pour juin, 40 pour mai et 32 pour septembre; avril emporta 30 suffrages, octobre 21 et décembre 18; vinrent ensuite juillet et août, avec chacun 9 voix, janvier avec 4, novembre avec 2, et, enfin, février avec un partisan; quant à mars, il n'obtint aucune adhésion.

Je comprends sans difficulté que juin ait décroché la palme. Juin est le mois par excellence des fleurs, des parfums, du soleil. Il est celui des longues journées. Nulle époque de l'année ne peut lui être comparable en force et en beauté. On y voit le printemps et l'été s'y donner la main sous le dôme admirable des verdure qui ont atteint partout leur plein épanouissement. Les oiseaux chanteurs : pinsons, loriot, alouettes, merles, fauvettes et grives y prolongent leurs derniers concertes auxquels ils semblent vouloir donner un charme suprême...

Les païens, qui divinisait tout, avaient dédié ce mois à Junon, déesse du mariage, d'où son nom : junius. Les républicains de 89 le débaptisèrent et lui donnèrent la jolie appellation de prairial, à cause de sa coïncidence avec la splendide efflorescence des prairies. Tour à tour, dans le peuple, on le qualifie, selon les endroits, de mois des foins, mois des processions, mois des cerises, mois des confitures, mois des roses.

Si c'est surtout à travers les yeux bleus des violettes qu'avril nous sourit; si de son côté, mai se pare, pour nous séduire, de la neige odorante de ses vergers, c'est, en effet, par la bouche ardente de ses roses que juin nous chante son délicieux poème. La rose est vraiment la gloire triomphante du mois que nous allons traverser. Ainsi que sur la palette d'un coloriste prodigue et fantasque, les rouge nacarat, les cramois violacés, les chauds vermillons, les pourpres magnifiques, les carmins délicats, les grenats lumineux, les éclatants ponceaux vont se mêler, dans nos roseraies, aux blancs purs ou carnés, aux crèmes chlorotiques, aux ivoires safranés, aux ors pâles. L'œil reste fasciné devant ces prodiges végétaux, ces chatouillements, ces caresses, muettes apothéoses en l'honneur du mois préféré.

Mais les roses ne sont pas seules à le fêter. Voici les œillets ébouissants, aux odeurs poivrées; les pensées, aux masques de

velours; les lys royaux; les juliennes grâciles et délicates; les lavandes discrètes et salubres; les résédas, les silènes, les campanules, les digitales, les seringats, les chèvre-feuilles, les pois de senteur. Voici les coquelicots, aux crêtes de lumière; les grandes marguerites, aux collerettes éclatantes de blancheur; les blüets couronnés d'azur; les iris, aux yeux mourants sous leurs cils d'or; les aconits, dont la corolle ouverte a l'air d'un petit char attelé de deux colombes. Voici les liserons, les mielles, les ancolies, les pivouines, les capucines, les camomilles, les myosotis, les tagètes, les lupins, j'en passe...

N'oublions pas les tilleuls, dont l'envers des feuilles s'argente et qui, déjà, préparent en secret les aromes enivrants qu'ils vont, dans quinze jours, répandre à profusion et qui donneront à l'air tiède comme un goût de miel.

* * *

Juin est aussi le mois de la fenaison. Quel incomparable spectacle que celui d'une prairie à l'heure qui sonne! Blonde et chatoyante, onduleuse et molle, voyez-là s'étendre, telle une belle indolente, au bord de la rivière lumineuse, entre les saules et les peupliers d'où s'égrènent mille joyeux arpeges comme d'une lyre invisible où le soleil aurait tendu pour cordes ses rayons subtils.

Tout un peuple de plantes fourragères, légumineuses, labiées, ombellifères, graminées s'y est donné rendez-vous: trèfle incarnat, scabièuses, centaurees, reines-des-prés, sauges, marjolaines, flouves, lotiers, menthes, mélisses, fétuques, paturins, bardanettes, brômes, fléoles, vulpins, combien d'autres!

Mais les grandes lames d'acier en forme d'ailes vont les trancher avec les bonnes herbes juteuses au milieu desquelles ces plantes ont grandi et se sont multipliées. Et, pendant quelques jours, les foins coupés verseront dans la brise et y laisseront flotter cette odeur pénétrante, toute empreinte d'une poésie champêtre qui fait songer aux tendres églogues de Théocrite et de Virgile, et qui n'est pas sans une certaine mélancolie, car elle s'exhale comme le soupir d'adieu de toutes ces pauvres corolles qui se meurent...

Pourtant, si l'on observe un peu ces jonchées agonisantes, on constate que la vie éternelle et féconde y perdure. Des milliers d'insectes, notamment, y multiplient les nuances de leurs robes et de leurs parures. Les azurins, les grands et les petits nacrés, les blanches piérides, les bruns satyres, les machaons jaunes striés de lignes sombres, les vanesses à longues antennes et à ailes dentelées, les vulcains pareils à des flammes vivantes, les paons du jour d'un fauve roux avec leurs quatre ailes marquées de grands yeux, les morios d'un pourpre presque noir y flânent, y voltigent, s'y croisent, s'y poursuivent; les abeilles, les bourdons, les guêpes, les psithyres, les coccinelles, les bombyles à longue trompe, les lampyres y bruissent, y bourdonnent, affairés; et les sauterelles, par myriades, y mêlent leurs cris stridents

et leurs bonds saccadés. C'est comme un immense débordement de vie dans la mort, de joie dans la tristesse.

* * *

Le 8 a ramené le Saint-Médard. On connaît le dicton:

*S'il pleut à la Saint-Médard,
Il pleuvra quarante jours plus tard.*

Heureusement que le samedi suivant (le 11) arrive Saint-Barnabé, qui peut tout arranger encore:

*Si le soleil luit
A Saint-Barnabé,
Ne crains plus la pluie,
Tout est réparé.*

Le 16 reviendra la Fête-Dieu, dont la solennité remise au dimanche, se célèbre par les processions; on connaît la poésie heureuse et communicative de ces cérémonies catholiques: les rameaux et les corolles jetés à foison sur les chemins, l'encens dont les spirales bleues s'effacent lentement dans le vent saturé d'aromes, les cantiques qui s'élèvent vers le ciel au son des instruments et des clochettes, et ces verts reposoirs rencontrés de distance en distance, remuent l'âme et semblent l'élever vers une sphère meilleure où l'image de Dieu plane plus rayonnante et plus proche.

A propos de la Saint-Jean, qui tombe le vendredi 24, un vieux dicton de Wallonie est à rappeler:

*S'partihet l'an,
Noël et J'han.*

ce qui revient à dire que la Noël et la Saint-Jean se partagent l'année en deux justes moitiés.

A noter aussi qu'au temps jadis, c'était à la Saint-Jean de juin que les « censiers » renouvelaient leurs baux.

Je ne parle que pour mémoire des « feux de la Saint-Jean » qu'on allume encore en quelques parties de notre pays, et de la coutume, qui se fait un peu plus rare, mais qui existe encore en certaines bourgades ardennaises, où les paysans jettent, du haut des sommets, des roues enflammées qui représentent le soleil descendant l'autre versant de l'année.

L'humanité tout entière est dans le calendrier. Le calendrier évoque la vie laborieuse des bons gens, il nous dit leurs croyances, leurs joies, leurs peines, leurs espoirs. Il est comme l'herbier symbolique où sont méthodiquement rangées les fleurs claires ou sombres de leur existence. Il offre une matière interminable à la méditation. Parcourez-le parfois, comme je le fais moi-même, à l'heure du Réve. Le souvenir posera doucement son front sur votre cœur. Une émotion vous attendra l'âme. Et vous vous sentirez meilleurs.

ADOLPHE HARDY.

Les idées et les faits

Chronique des Idées

Le cardinalat

Un avis officieux de la Secrétairerie d'Etat, communiqué par notre ambassadeur auprès du Vatican, a répondu par la Belgique entière la joyeuse nouvelle de la prochaine promotion à la dignité de cardinal de S. Gr. Mgr Van Roey, archevêque de Malines. La Belgique est fière de voir le Souverain Pontife couronner de cet honneur éclatant son éminent Primat et de pouvoir reprendre ainsi elle-même sa place dans le Sacré Collège que la mort du grand Cardinal y avait laissée vacante.

Nous voudrions saisir cette opportunité pour répondre à une question, qui pourra paraître oiseuse aux uns, mais paraîtra perti-

nente à beaucoup d'autres: Qu'est-ce donc qu'un cardinal? Quelle est l'origine de cette dignité? Que furent les cardinaux et que sont-ils aujourd'hui?

Il nous souvient qu'au jour de son entrée dans la cathédrale de Rouen, le 21 décembre 1916, le cardinal Dubois, maintenant sur le siège de Paris, tenait ce langage à la foule des fidèles: « Il me semble vous entendre, mes frères, me poser la question que posait le prophète: *Quare ergo rubrum est vestimentum tuum?* Pourquoi votre vêtement est-il de pourpre? »

Et il commençait par répondre spirituellement qu'étrange serait l'erreur de voir seulement dans un cardinal « un homme habillé de rouge » suivant la définition de quelques vieux dictionnaires. Ce vêtement est le symbole d'émouvantes réalités et de sublimes devoirs que l'orateur définissait en redisant les paroles mêmes que la Pape adresse à ceux qu'il investit de cet honneur:

« Vous prendrez place autour de notre trône. *Circa thronum sedebitis.*

Vous serez appelés au Conseil apostolique pour être nos conseillers. *Ad consilium apostolicum vocati consilarii nostri.*

Avec Nous, vous serez les juges de la terre. *Coniudices orbis terrarum.*

On conviendra que ces formules sont d'une simplicité grandiose et donnent l'idée d'un pouvoir immense. Sans doute, la puissance pontificale est absolue, totale, illimitée, sans contrôle et le Pape n'en doit compte qu'à Dieu. Il n'est pas un souverain constitutionnel et le Sacré Collège n'est, à proprement parler, ni un Sénat ni un Conseil des ministres entrant en partage de la souveraineté. Mais, venant immédiatement après le Pape, les cardinaux occupent, dans l'ordre de la juridiction, les sommets de la hiérarchie.

Ils sont dans l'Eglise les personnages les plus considérables en dignité, puisque Nicolas II en 1059, leur a réservé le privilège d'être le Chef de l'Eglise et qu'en outre chacun d'eux peut être l'élu des prochains conclaves.

Un cardinal, c'est un prince de la Cour de Celui qui représente ici-bas le Roi des rois, un membre de son Conseil, associé par lui au gouvernement de la chrétienté universelle.

Assimilé dans le monde à un prince du sang, voire à un prince héritier — car il l'est éventuellement de la plus illustre couronne de l'univers, de la tiare à trois couronnes, — il est traité de « cousin » par les empereurs et les rois qui lui donnent après eux la première place.

Au Moyen âge, quand le soleil de la Papauté jetait tout son éclat, obscurci de nos jours ou voilé au moins, aux yeux du monde, par la perte de la royauté temporelle, les cardinaux qui en sont comme les rayons avaient un éblouissant prestige. Les Légats du Saint-Siège surtout paraissaient comme les arbitres de la destinée des peuples. En certaines circonstances, ils marchaient les égaux des rois. En 1295, si Boniface VIII est servi à table par deux souverains qui gardent leur couronne sur la tête, Charles de Sicile et Charles-Martel, son fils, roi de Hongrie, les cardinaux dînent ensuite avec eux. On leur reconnaît des prérogatives extraordinaires, notamment, à Rome et en France, le droit de grâce, c'est-à-dire le droit de gracier les criminels que l'on conduit à la mort, s'il leur advient de les rencontrer sur leur passage.

Si cet éclat extérieur est éteint, leur fonction dans l'Eglise n'a rien perdu de sa majesté. En leur imposant le chapeau, insigne de la dignité cardinalice, le Pape la décrit en ces termes :

Vous travaillerez à l'exaltation de la foi. *Pro exaltatione sanctae fidei.*

Vous ferez régner la paix et la tranquillité dans le peuple chrétien. *Pro pace et quiete populi christiani.*

Vous devrez concourir à l'extension et à la conservation de la Sainte Eglise Romaine. *Pro augmento et statu Sanctae Romanae Ecclesiae.*

Et parce que l'on ne s'élève en dignité que pour s'élever en générosité, parce que le sacrifice est la rançon de la grandeur, celui-là qu'il fait monter au pinacle, le Pape l'adjure de se montrer intrépide « *te intrepidum exhibere debeas* » et d'aller, s'il le faut, jusqu'à la mort, jusqu'à l'effusion de son sang : « *usque ad mortem et sanguinis effusionem inclusivè.* »

Voilà la vraie réponse à l'interrogation du prophète Isaïe « *Pourquoi donc ton vêtement est-il de pourpre?* » Si le Cardinal se drape dans la pourpre, c'est qu'elle a quelque chose du reflet de la flamme et que la flamme de la charité dévore sa vie entière dans le plus sublime holocauste.

Si le Cardinal se drape dans la pourpre, c'est parce que, comme les phalanges empourprées des martyrs, *purpurati martyres*, il doit être prêt à verser, pour Dieu et les âmes, jusqu'à la dernière goutte de son sang.

Honneur, grand honneur ! Oui, mais aussi héroïque engagement de se montrer, même sous la menace de la mort, le valeureux champion de la foi, l'incorruptible gardien de la morale, le père ardemment dévoué du peuple chrétien, l'invincible défenseur des droits et des libertés de l'Eglise.

* * *

Quelle est l'origine du cardinalat ?

Etant par définition les principaux auxiliaires du Pape, les cardinaux remontent, dans un sens large, jusqu'aux origines de l'Eglise ; au sens strict, au IX^e-X^e siècle.

L'ancêtre du Collège des Cardinaux, c'est l'ancien *presby-*

terium de l'évêque de Rome, cet ensemble de prêtres et de diacres qui entouraient primitivement chaque évêque.

Vers la fin du V^e siècle, il y avait à Rome vingt-huit églises, que nous appellerions paroissiales, à la tête desquelles était placé un titulaire ; la ville était partagée aussi en sept régions ecclésiastiques spécialement confiées, pour l'inspection des hospices des pauvres ou des malades, à sept diacres.

Ces trente-cinq ecclésiastiques furent appelés « *prêtres et diacres cardinaux* », c'est-à-dire titulaires « *incardinés* », attachés à une église d'une manière inamovible, comme les gonds, *cardines*, sont fixés à une porte. A raison de leur *primauté* et de leur *stabilité*, ils devinrent comme le *presbyterium* ou sénat du Pape, dans lequel entrèrent aussi les sept évêques de la banlieue romaine ou suburbicaires.

Successivement, les principaux évêques de l'Italie s'y agréèrent et, à partir du X^e siècle, ils furent choisis dans le monde entier, car il convenait, selon le mot bien connu de saint Bernard, que ceux qui doivent juger l'univers soient choisis dans tout l'univers.

Voilà l'explication de deux particularités qui intriguent souvent les profanes : le *titre* cardinalice et les trois *ordres*.

Originellement et en principe, étant les desservants ou curés des paroisses de Rome et des diaconies, ou évêques des évêchés voisins de la ville, ils étaient tous attachés à des églises particulières que l'on appelait officiellement *titres* ou églises titulaires.

« Et l'on disait donc, observe Carlo Prati (*Papes et Cardinaux*) : le cardinal X... du titre de Sainte-Sabine ou le cardinal Y... du titre de Sainte-Marie du Transtévère. Ce qui voulait dire que X... était nommé cardinal *parce que* curé de Sainte-Sabine, et Y..., *parce que* curé de Sainte-Marie du Transtévère. »

D'où il suit que tout cardinal, belge ou français, anglais ou américain, reste toujours un curé de Rome, parce qu'il est nommé au titre de telle, ou telle paroisse romaine dont il a la gestion, ne se bornant pas à faire suspendre à la porte ses armes en écusson, mais ne cessant de s'en occuper de loin comme de près. Ainsi, S. Em. Mgr Van Roey sera, peut-être, curé de Saint-Jean devant la Porte-Latine et son *titre* sera toujours énoncé à la suite de son nom.

De la composition primitive du presbyterium de l'Evêque de Rome résulte en partie la classification du Sacré-Collège en trois ordres : les cardinaux-évêques chargés de gérer les évêchés suburbicaires, les cardinaux-prêtres, chargés de gérer les églises paroissiales de Rome, et les cardinaux-diacres, à qui sont confiées les diaconies.

Leur nombre s'est successivement accru et c'est Sixte-Quint qui l'a fixé définitivement à soixante-dix, chiffre théorique — le plenum n'étant jamais atteint — pour rappeler, peut-être, les soixante-dix vieillards dont Moïse s'entoura dans le gouvernement du peuple de Dieu.

Les *cardinaux évêques* sont six, titulaires des six évêchés de la banlieue (sept autrefois) : Ostie, Porto, Sabine, Frascati, Albano et Palestrina. Il y a cinquante *cardinaux-prêtres* possédant chacun le titre d'une église de Rome, et quatorze *cardinaux-diacres*, titulaires aussi d'une église romaine, ancienne diaconie, tel le cardinal Billot, jésuite, cardinal-diacre du titre de Sainte-Marie *in via lata*.

* * *

Les cardinaux sont élus et institués par le Pape seul, *motu proprio*. Il les crée.

Le cérémonial de la promotion est empreint d'une majesté toute romaine. Désigné en consistoire secret par le Pape, un envoyé pontifical remet solennellement à l'« élu » au sein d'une réunion de hautes notabilités, le billet ou décret de sa nomination. C'est des mains du Saint-Père qu'il reçoit la barrette et la mozzette rouges ; devant le doyen du Sacré-Collège qu'il prête serment ; en Consistoire public, où se déploie le faste de la Curie, que s'achève l'investiture par l'imposition du chapeau. A l'issue de ce Consistoire, les cardinaux retournent à la chapelle Sixtine, au chant du *Te Deum*, et les nouveaux, répétant un geste émouvant de leur ordination sacerdotale, se prosternent de tout leur long devant l'autel, comme pour abaisser leur grandeur devant la seule grandeur et confesser leur néant. Ils reviennent au Consistoire secret, où le Pape par le rite traditionnel « de la fermeture et de l'ouverture de la bouche » leur confère le droit de donner leur avis dans les réunions cardinalices, leur assigne leur titre et leur remet un anneau d'une seule pierre, sans brillants, qui est

toujours un saphir. Fourni par la Propagande, il lui est payé, bien au delà de sa valeur, pour associer à la création d'un cardinal la pensée des missions lointaines auxquelles le surplus est destiné.

* * *

Qu'ils résident hors de Rome pour administrer leurs diocèses, pour la plupart dans les capitales du monde, ou qu'ils siègent à Rome même comme cardinaux de Curie, les membres du Sacré-Collège sont tous les collaborateurs de la Papauté. On peut dire que leurs positions sont équivalentes et que ces missions différentes, exigent, dans des ordres divers, la même supériorité d'intelligence et de cœur.

C'est par les douze grands ministères ou Congrégations romaines: le Saint Office, citadelle de la Sainte Eglise, la Congrégation du Concile dédoublée par celle des Sacrements, la Consistoriale, dont le rôle n'a cessé de grandir, à laquelle ressortissent tous les diocèses, sauf ceux qui sont soumis à la Propagande, la Congrégation des Religieux, la Propagande, les Rites, la Cérémoniale, les Affaires ecclésiastiques, les Etudes, l'Eglise orientale et la Commission biblique; c'est par les trois Tribunaux romains, Pénitencerie, Rote (Cour d'appel), Signature apostolique (Cour de cassation) et enfin, par les six Offices dont le principal est la Secrétairerie d'Etat, que s'exerce la puissance législative, judiciaire et politique du Saint-Siège. Admirable organisation qui remonte pour les Congrégations au XVI^e siècle, armature de défense contre le protestantisme, et que le grand Pie X a eu la gloire de refondre, allégeant ici, augmentant ailleurs, réformant partout, pour harmoniser le gouvernement de l'Eglise avec les prescriptions du nouveau Code. Telle est la sphère d'activité, immense et infiniment variée, embrassant tous les intérêts de la catholicité, où se déploient la science et l'habileté des cardinaux de Curie, aidés par les consultants. Il n'y a pas une question importante se posant sur n'importe quel point du monde qui ne retentisse à Rome et n'y trouve sa solution. C'est toujours au Pape que revient la décision suprême, mais c'est par ses collaborateurs-nés, par les cardinaux que toute décision se prépare.

* * *

Faut-il s'étonner si, dans les siècles antérieurs aux époques où la Royauté pontificale resplendissait de tout son éclat, où le Pape était regardé comme le père de tous les rois de la terre, la dignité cardinalice se soit environnée de faste et de magnificence.

Leur train de maison était d'un luxe royal. Pietro Riario, neveu de Sixte IV, avait une cour de cinq cents personnes; Thomas Wolsey, ministre d'Henri VIII, ne comptait pas moins de mille personnes dans sa famille pontificale. Hippolyte de Médicis en a plus de trois cents autour de lui. L'austère Bellarmin, lui-même, enfin béatifié par Pie XI, était condamné à un entourage de quatre vingts serviteurs, mais son ingénieuse charité, en les recrutant exclusivement parmi les impotents, incapables de gagner autrement leur vie, réussit à faire des vastes salles de son palazzetto une vraie cour des miracles. Le cardinal de Bernis s'excuse de ses somptuosités en disant qu'il tient l'auberge de France au carrefour de l'Europe.

Comme bien on pense, le Concile de Trente qui avait tant réformé n'excepta pas de ses salutaires mesures le Sacré-Collège lui-même. Toutefois, sous les règnes de Grégoire XVI et même de Pie IX, on peut encore remarquer, observe le chanoine Calhiat (*Ame de Rome*) quelques reflets de l'opulence d'autrefois à côté de cardinaux pauvres. Et le spirituel écrivain nous conte l'histoire si répandue à Rome du cardinal Micara, un arrière-grand-oncle de notre Nonce actuel, qui a hérité de ses vertus avant d'hériter de sa dignité. Le Père franciscain Micara, chargé de prêcher le Carême au Vatican, ne s'était pas gêné, avec la bonne franchise des enfants de saint François, de censurer dans ses prêches les travers des cardinaux qu'il écoutait. Juste mécontentement des porporati qui se plaignirent à Grégoire XVI et réclamèrent de lui la punition d'une telle audace. « Je le punirai, répondit le Pape, vous pouvez y compter, mais attendez qu'il ait fini sa station. » Le Carême terminé, les éminents plaignants lui demandèrent quel châtimement il avait infligé au virulent moraliste. « Je l'ai puni, répartit Grégoire XVI, je l'ai fait cardinal. »

Le cardinal Micara, nommé évêque suburbicaire de Frascati,

accomplit consciencieusement sa punition. Il mena, sous la pourpre, la vie d'un moine, dévorateur de livres, *comesor librorum*, et partageait avec les pauvres son plat cardinalice.

Que les temps sont changés! Le train des cardinaux s'est réduit au strict nécessaire et, sous des dehors parfois un peu brillants qu'impose le protocole traditionnel, c'est souvent la gêne, la misère dorée. Si le faste antique a disparu, le prestige moral du Sacré-Collège n'a fait que grandir. On a l'habitude à Rome de classer les cardinaux en trois catégories: les politiques, les savants, les saints. Il n'est pas rare qu'un *porporato* cumule les trois auréoles et rappelle, tel le cardinal Billio à qui n'en manque aucune, saint Bonaventure, occupé à laver la vaisselle de son couvent de Mugello, quand il reçoit dans la cuisine les envoyés du Pape chargés de lui apprendre sa promotion au cardinalat.

J. SCHYRGENS.

ALLEMAGNE

Le général von Bissing et la déportation des ouvriers belges

La commission d'enquête du Reichstag, saisie de la question de la déportation des ouvriers belges pendant la guerre, n'a pas osé déclarer cette déportation conforme au droit des gens, et, à l'unanimité, elle a constaté que des fautes graves avaient été commises dans l'exécution de la mesure.

Il en résulte que la responsabilité de cette déportation commence à paraître lourde à ceux qui y ont joué un rôle.

M. Paul Leseur, aumônier protestant de la garnison allemande de Bruxelles, dans une lettre adressée à la *Tagliche Rundschau* et que ce journal publie dans son numéro 237 du 22 mai 1927, expose qu'ayant été directeur spirituel du général von Bissing, il sent de son devoir de dire que ce dernier n'a pas provoqué ou conseillé les déportations belges, que, bien au contraire, elles lui furent si pénibles qu'il en eut la santé brisée et en mourut.

Cette dernière assertion ne doit être accueillie que sous bénéfice d'inventaire.

Mais d'après les constatations faites par la commission d'enquête du Reichstag, Bissing déconseilla en effet les déportations et les fit retarder le plus longtemps possible.

Une fois entreprises ou achevées, il eut soin de les glorifier à la face du monde.

Nous avons relu l'interview accordé par le général au correspondant berlinois du *New-York Times* et auquel la *Gazette générale de l'Allemagne du Nord* donna un caractère officieux en le publiant en quatre colonnes d'un texte serré. C'est une œuvre de profonde hypocrisie. Il n'est pas une des raisons données par le gouverneur général de la Belgique pour justifier les déportations qui ait quelque valeur.

La Belgique avait été vidée par l'Allemagne des machines de ses usines non moins que des matières premières qui s'y trouvaient réunies, et le gouverneur général osa attribuer à l'Angleterre la malheureuse situation économique et le chômage des provinces envahies. Il dissimulait les obstacles mis par ses ordres à toutes les mesures par lesquelles les autorités belges cherchaient à employer les ouvriers; il ne disait pas que l'Allemagne provoquait volontairement en Belgique un chômage utile à ses projets.

Il n'est pas inopportun de se remémorer le passage suivant de l'interview de von Bissing:

« L'étrangement économique implacable de la Belgique par le blocus anglais condamne un demi-million de Belges à dépendre de l'assistance publique. Tous les remèdes essayés pour limiter

l'extension du chômage sont restés vains, faute de matières premières. J'ai dû arrêter les travaux publics de circonstance, parce qu'ils grevaient onéreusement le budget des communes en dépenses improductives. La déportation des ouvriers belges en Allemagne, où il y a du travail en abondance et bien rémunéré, avec des conditions alimentaires meilleures qu'en Belgique est devenu une chose inévitable. Ce n'est une peine ni pour le pays, ni pour la population; c'est une nécessité créée par la guerre et elle est, au fond, *un bienfait pour les travailleurs et une bénédiction pour le pays*. Il y avait urgence, pour l'administration allemande, de réprimer le penchant à la paresse des chômeurs belges gâtés par le système à courte vue de l'assistance directe; l'inactivité est une gangrène sociale. Du reste, le transport en Allemagne se fait de la manière la plus humaine. *Les ouvriers déportés sont partis de bon gré, joyeux de pouvoir enfin remettre en activité leurs forces productives en train de se rouiller*.

Il est difficile d'accumuler en quelques mots plus de men songes.

Même s'il a déconseillé les déportations, le général von Bising, en écrivant ces lignes, en a assumé la responsabilité. M. l'aumônier Leseur eût bien fait, pour la mémoire même du général, de ne pas écrire sa lettre à la *Tagliche Rundschau*.

ANGLETERRE

Le caractère anglais

M. Louis Gillet analyse, dans le dernier numéro de la *Revue des Deux-Mondes*, sous le titre *Un Roman de l'inquiétude anglaise, le dernier livre de John Galsworthy, The Silver Spoon*. Nos lecteurs liront avec plaisir cet extrait d'un article remarquable de pénétration psychologique :

... Quel est donc le vers du poète sur la frange d'écume qui environne cette île des cygnes? Qu'on ne s'étonne pas si l'Anglais y tient d'une manière superstitieuse : c'est à elle que son pays doit d'avoir été l'île heureuse. Comme il a eu la vie facile! Point d'armée, puisque la mer se chargeait des frontières; des flottes, qui n'avaient qu'à naviguer pour le commerce, cueillaient sans frais les colonies des peuples occupés en Europe, et revenaient apporter à Londrès ou à Portsmouth, comme sur une cuiller d'argent, la nourriture, le sucre, les fruits, toutes les richesses de la terre.

C'est surtout depuis un siècle que cette fortune a pris un essor inouï par le développement de l'industrie. De là, évidemment, l'abandon de la terre, le dépeuplement des campagnes; mais qu'importait cette conséquence, tant que le pays était assez riche pour acheter son dîner? Rien de plus frappant, quand on traverse l'Angleterre vers Edimbourg ou vers Glasgow, que ces successions de paysages si verts, ces espaces, ces fraîcheurs agrestes, ces prairies et ces bois, qui donnent l'impression d'une nature en vacances, avec ces beaux gazons, ces verdure opulentes, cet air patricien d'une immense propriété de luxe, cette grâce d'éternel parc anglais.

On songe alors à nos chaumes, à nos campagnes brunes, aux sillons, à ces choses terreuses de chez nous, à ce sol remué, harassé, ridé d'un éternel souci, portant gravés dans tous ses traits les signes du travail. J'entends toujours ce mot d'un Anglais de rare distinction :

« J'aime peu vos paysages. *They look so business-like* (1). »

Un jour, entre autres, j'eus cette impression très vive. Par une matinée d'octobre, j'allais de Grantham à Belvoir. Tout était enveloppé d'une vapeur pluvieuse. A travers des voiles de grisaille, de rideau en rideau, sous les beaux ormes qui formaient comme la lisière d'un bois qui se déplaçait toujours et jouait avec le voyageur, sous ces voûtes de verdure emperlées de

légère buée en suspension, j'allais comme au jardin de la Bell^e au bois dormant. Tout flottait sans bords, alangui, estompé comme une rêverie sous ce bain de brume et de douceur. Quelques bêtes paissaient en liberté sous les ombrages. Ce jour-là, je compris : je vis le banc de brouillards, haleine de l'Océan qui couvait, caressait, allaitait le jardin secret de l'Angleterre; sous cette haleine naissait cette grande éponge verte, et de ces verdure du bétail, transformé lui-même au sang et au laitage, aux roses et aux lis des filles de Lawrence, tandis que sans peine, sans élevage, le poisson abondait aux filets des pêcheurs : ainsi la mer engendre prairies, verdure, viandes substantielles et pousse dans les viviers anglais les troupeaux de Neptune.

Le revers, faut-il le dire? tient dans ce mot de *Labour*, qui signifie encore chez nous le travail agricole et en Angleterre représente la masse et les misères du prolétariat des villes; c'est la désertion des champs, le peuple des usines, avec ce million de chômeurs qui est la plaie de l'Angleterre et qui lui coûte autant qu'une guerre à soutenir. Cette gêne pèse depuis dix ans et ne paraît pas à la veille de guérir. Les remèdes, quels sont-ils?

Laisser-aller, dégoût des plans et des systèmes, méfiance de la raison, idée qu'on s'en tirera toujours au petit bonheur, confiance dans un certain instinct de courage et de sang-froid, M. Galsworthy a donné dans son livre un admirable portrait du tempérament national, surtout dans un chapitre qu'il faudrait citer tout entier. Michel et sa femme reviennent en taxi d'une soirée, par un de ces brouillards de Londrès qu'on appelle là-bas la *soupe aux pois*.

Le cab n'avancait plus, Michel baissa la glace.

— Ma foi! patron, je suis perdu, fit la grosse voix du chauffeur. Le quai doit être là tout près, mais le diable m'emporte si je trouve le tournant. Michel boutonna son paletot, releva la glace et descendit.

Il faisait une nuit de calme plat, traversée seulement par les appels des trompes en détresse. La noire vapeur, âcre et froide, pénétra les poumons du jeune homme.

— Allons au pas, le long du trottoir; doucement, nous finirons bien par tomber sur le quai.

La voiture se mit en marche; Michel, la main sur la portière, tâta du pied le bord du trottoir.

— Formidable! articula près de lui une voix d'homme du monde.

— En effet, dit Michel. Où sommes-nous?

— En plein vingtième siècle, au cœur de la civilisation.

Michel éclata de rire, et fit aussitôt la grimace : il eut la sensation d'avaler un flot de boue.

— Où êtes-vous, monsieur? reprit-il.

— Ici. Et vous?

C'était le mot de la situation. Le vague disque lunaire d'un réverbère flotta soudain au-dessus de la tête de Michel. La voiture s'arrêta tout à fait.

(Cinq minutes plus tard, Michel a l'imprudence de s'avancer à la découverte. Le voici perdu à son tour.)

Il essaya de revenir sur ses pas, appela. Pas de réponse. Il se mit à hurler. Une série de faibles « allos » lui répondit au loin.

— Alors, quoi! on ne sait plus où on est? fit près de lui une voix goguenarde.

— Non. Vous le savez, vous?

— Pensez-vous? Cherchez quelq'chose?

— Ma voiture.

— Oublié quelq'chose dans la bagnole?

— Oui, ma femme.

— Bon Dieu! alors, mon vieux, c'est pas cette nuit que vous remettez la main dessus.

Un gros rire, ignoble et sans corps, roula dans le brouillard. Un lambeau d'ombre disparut en s'enfonçant dans les ténèbres. Michel pensa : « Ne perdons pas la tête! » Il se mit à tâter de nouveau le trottoir.

— Ah! fit une nouvelle voix. Une cigarette, patron?

— Une cigarette et cent sous, si tu me trouves un taxi avec une dame dedans. Sais-tu le nom de la rue?

— Je m'en fiche. Les rues sont folles cette nuit.

— Tais-toi, fit Michel brusquement.

Une voix de femme appelait.

La voix était à droite, à gauche, devant lui, par derrière. Ensuite, arriva le son continu d'une trompe.

— On les a, fit le morceau de brouillard. Par ici, patron, doucement, s'il vous plaît, j'ai des cors.

(1) Ils sentent trop le travail.

Michel se sentit tirer par le bord de son manteau.

— On dirait le *No man's land* par un barrage de fumées, fit le guide invisible.

La trompe de l'auto s'époumonnait à moins d'un mètre.

— C'est toi, Michel? fit une voix.

— Un instant, chérie.

Et, se retournant :

— Nous y voilà, mon camarade, merci et bon voyage.

— On en a vu de pires. Merci tout de même, mon capitaine.

On entendit un bruit de semelles qui traînaient, et le brouillard expira :

« *So long!* (1) »

— Pauvre diable! pensa Michel. C'est un ancien soldat. Epatant, ces Anglais, pour garder leur moral et ne pas perdre la tête.

Il ajouta :

— Après tout, le brouillard, c'est le salut. *Tant qu'il y aura du brouillard, il y aura une Angleterre.*

Rien ne fait mieux comprendre la politique anglaise. Cette page de M. Galsworthy n'est sans doute pas le *Typhon* de son ami Conrad : c'est pourtant cette même attitude dans la vie, ce refus de croire aux idées claires, cet instinct, incompréhensible à nous autres Latins, qui se méfie de l'intelligible, ce goût d'aller à l'aveuglette, à tâtons et à l'aventure, avec cette idée de derrière la tête, qu'on arrivera toujours quelque part, tant bien que mal, à la grâce de Dieu. Rien n'est plus éloigné de notre esprit à nous, qui aime à se mouvoir dans l'absolu. Cette nuit de poix, ces fantômes, ces rencontres, ces voix dans le brouillard, ce voyage sans direction, où finalement on arrive sans savoir comment ni pourquoi, c'est toute l'Angleterre et le pragmatisme Anglais.

FRANCE

L'école laïque et la classe ouvrière

Sous le pseudonyme de Jacques Valdour, un médecin, savant professeur à l'université de Lille, a publié de nombreux ouvrages d'enquête sociale et religieuse. Chaque année, en cachant soigneusement sa véritable personnalité, « l'ouvrier » Jacques Valdour s'en va vivre plusieurs mois dans les différents milieux industriels de France, vivant complètement la vie des ouvriers qu'il étudie et qui le tiennent pour l'un des leurs, travaillant dans leurs ateliers, mangeant dans leurs restaurants, logeant comme eux, fréquentant leurs réunions, etc., etc.

Ces laborieuses enquêtes menées depuis des années donnent toute leur valeur aux conclusions exposées récemment par Jacques Valdour dans une conférence faite à Paris — à la Société d'Éducation et d'Enseignement — sur « l'école laïque et la classe ouvrière », conclusions qui dénoncent une fois de plus, les effrayants ravages de l'école laïque.

Au moment où j'allais quitter Decazeville, en septembre dernier, l'Etat m'est apparu avec toute sa puissance de perversion. On inaugurerait dans un faubourg de la ville, un groupe d'écoles laïques, un groupe scolaire. On l'avait appelé « Groupe Laromiguière », du nom de cet Oratorien défrôqué lors de la Révolution. Celui qui avait été désigné pour prononcer le discours officiel d'inauguration était un homme du pays, marié à une femme du pays, où il revenait tous les ans passer ses vacances après avoir enseigné dans une Université où l'Etat l'avait nommé professeur d'histoire des religions. Cet homme, prêtre défrôqué, revenait aux pays pour y étaler dans une cérémonie officielle le scandale de sa seconde vie. Il fit l'éloge de Laromiguière, l'Oratorien défrôqué, et celui qui présidait, Borel, professeur en Sorbonne, termina son allocution par ces mots : « Enfants, j'espère que vous suivrez ce double exemple! »

On demande d'où vient l'influence qui s'exerce sur l'âme des enfants? La voilà! L'instituteur est l'agent de l'Etat. L'Etat est déchristianisateur et athée. Il l'est parce qu'il veut l'être, et le but qu'il poursuit, il le poursuivra envers et contre tous impitoyablement! Est-ce que nous pouvons donner la main à ces gens-là? Aimons nos ennemis, mais ne soyons pas leurs dupes!

Rappelons-nous... nous ne saurions trop le redire, parce que,

(1) Argot de guerre pour adieu.

si nous le savons, nous sommes toujours prêts à l'oublier... : Il y a 120,000 instituteurs en France, dont 80,000 inscrits à la C. G. T. et 20,000 à la C. G. T. U., et l'un d'eux, dans le Nord, tenait ce propos qui m'a été rapporté, il y a quelques mois :

« Nous sommes les maîtres de la France et nous en ferons ce que nous voudrons, quand nous le voudrons. »

Is l'ont toujours voulu, ils continuent de le vouloir, ils continuent de le faire! A l'heure actuelle, l'école gémifiée, la co-éducation des sexes n'attend plus que d'être imposée par la loi; elle se réalise déjà, mais subrepticement, hypocritement et peu à peu; je connais des écoles primaires, des écoles primaires supérieures, des collèges, des lycées, où elle s'insinse, s'implante, se développe. Parfois, un Conseil municipal proteste; on passe outre. Ailleurs ce sont les familles qui protestent; on passe outre. Près de Decazeville, voilà deux mois, pour lutter contre cette innovation, les familles ont fait faire à leurs enfants la grève scolaire; l'administration a passé outre, semblant dire : « Faites la grève; vous vous en fatiguerez avant nous. Protestez, pétitionnez, réclamez, nous sommes les plus forts, nous sommes les maîtres de la France, nous en ferons ce que nous voudrons, quand nous voudrons. »

A la co-éducation des sexes dans l'école gémifiée, s'ajouteront les prochains programmes d'études. Ce n'est pas pour rien qu'il y a quarante ans la Faculté de Théologie a été supprimée dans l'Université de l'Etat et remplacée en Sorbonne par une sorte de Faculté anti-théologique qui s'appelle la Section des sciences religieuses de l'Ecole des Hautes Etudes. Son but est d'introduire dans tout l'enseignement public l'histoire des religions. Cette Section religieuse des Hautes Etudes constitue un séminaire de prêtres de la libre-pensée chargés de contre-catéchiser les jeunes Français : leur enseignement de la « Science des Religions », dans l'esprit de Couchoud et Guignebert, va descendre sous peu jusque dans l'école primaire. Voilà vingt ans déjà que l'*Orpheus* de Reinach est devenu le livre de chevet des instituteurs. On sait quelle influence la sociologie religieuse de Durkheim exerce sur tout le monde intellectuel officiel, non seulement en Sorbonne, mais chez les primaires, et combien les théories du *tabou* et du *totem* étaient déjà, il y a vingt ans, familières aux instituteurs. Il ne s'agit pas seulement de contre-catéchiser les enfants de l'école laïque au point de vue dogmatique, mais aussi au point de vue moral. Je n'insiste pas sur l'importance de premier plan que va prendre très prochainement, dans l'école gémifiée, l'enseignement sexuel. Pour savoir en quoi il consiste, regardons ce qui se passe en Russie et rappelons-nous ce qui s'est passé à Cempuis. La « porcherie » de Cempuis, sous la direction de Robin, puis de Sébastien Faure, n'était pas le simple effet d'une initiative privée, ni une fantaisie sans lendemain : c'était une tentative officieuse, un essai pour tâter et préparer l'opinion, une mise en application prématurée d'un programme qu'on entendait réaliser officiellement le plus tôt possible. Il est, à cette heure, réalisé intégralement en Russie. Si nous voulons en mesurer l'horreur, lisons le livre de Fédorof intitulé : « La Russie sous le régime communiste ». Il faudrait presque demander le huis-clos pour exposer les faits en public.

Voilà donc où l'Etat veut en venir. L'école gémifiée et l'enseignement dogmatique et moral du naturalisme trouveront prochainement leur complément dans l'école unique, qui tend au bouleversement des classes et au nivellement par en bas : l'Etat, devenu le maître de l'âme de l'enfant, de son intelligence, même de son activité physique, déclarera : « Tu n'es pas apte à faire ceci, tu n'es pas apte à faire cela; je dispose de toi et t'impose telle carrière; ton avenir m'appartient; tu es ma chose, ma propriété ». Les agents de l'Etat déclasseront à leur gré les enfants, élevant ceux qui, par leur origine, resteront inaptes à bien remplir des fonctions auxquelles cependant leur intelligence pourrait les préparer, et rejetant dans la classe inférieure des salariés les fils de bourgeois qui seront arbitrairement déclarés indignes d'occuper la même situation que leur père. Les agents de l'Etat, tenant l'enfant, tiendront l'adulte et, par l'adulte, l'électeur, qui est... souverain! Nous sommes en plein socialisme : les droits de l'Etat, les prétendus droits de l'Etat, les prérogatives inouïes de l'Etat, sont substitués aux droits naturels de la famille, la famille est moralement dissoute, l'entreprise de subversion sociale totale s'accomplit. Le monopole de l'enseignement est le complément nécessaire et inévitable de l'école unique. Ajoutons-y le projet Paul-Boncour sur la nationalisation, sous couleur de mobilisation, de tous les citoyens, de tout sexe et de tout âge, et de toutes les forces morales, matérielles, pécuniaires, de la nation, en temps

de guerre, sans que soit prévu, avec le retour de la paix, le retour à l'état de choses antérieur à la guerre, et nous nous réveillerons ainsi, quelque jour, dans le lit même du communisme que nous aurons contribué à faire, parce que nous n'aurons pas travaillé à temps et de toutes nos forces à empêcher ce retour de la Barbarie.

RUSSIE

Rakovsky

Dans la revue hebdomadaire russe que publient, à Paris, quelques hommes de cœur qui y mènent le bon combat contre l'hydre rouge (*Borbaza Rossiou*, 9, rue Dupuytieu, VI^e), M. Wladimir Bourtzef, socialiste et vétéran de la lutte antibolchéviste, nous narre la carrière du personnage qui représente, au n^o 79 de la rue de Grenelle, l'Union des Républiques socialistes et soviétiques.

Rakovsky est d'origine bulgare. Il a aujourd'hui de cinquante-trois à cinquante-quatre ans. Ses parents étaient donc sujets turcs lorsqu'il est né. En 1881, ils se transportèrent dans le Dobroudja annexé par la Roumanie à la suite de la guerre russo-turque. Ils y achetèrent une propriété.

Le futur ambassadeur des Soviets à Paris étudia dans différentes villes de Suisse, de France et d'Allemagne. A Montpellier, il reçut le grade de docteur. Dès cette époque, il était collaborateur de diverses feuilles socialistes tant allemandes que russes.

Il tâcha de devenir citoyen français, mais sans succès. On ne voulut pas de lui. Son père mourut au commencement du siècle, léguant à Rakovsky sa propriété roumaine, évaluée à 200,000 francs. Le futur diplomate se souvint alors qu'il pouvait se regarder comme étant de nationalité roumaine et revint dans le pays de Carmen Sylva. Il y prit part au *self government* local et obtint dans l'armée le grade de capitaine de réserve.

Certains articles qu'il fit paraître, en 1907 dans *l'Humanité* de Paris contre cette même armée, attirèrent sur lui l'attention des autorités roumaines. Une enquête est ouverte sur son compte : il est constaté que le personnage est étranger et on l'expulsa après lui avoir enlevé tous ses titres.

Entretiens, il a cependant fondé une feuille hebdomadaire : *La Roumanie ouvrière* et organisé le parti social-démocrate roumain, en se mettant lui-même à la tête du comité exécutif de ce parti.

Autorisé à rentrer dans le pays en 1912, il commence une campagne active ayant pour objet de reprendre la Bessarabie à la Russie!

Vers la même époque, le grand état-major allemand cherche à appuyer les agitateurs internationalistes en pays étrangers — dans ceux des pays étrangers, s'entend, qui, pensent les Allemands, pourront se trouver un jour en état de guerre avec le Reich. L'internationalisme *chez eux*, ils ne le craignent pas — et pour cause : le cas échéant, on lui tordra le cou en cinq secs.

Le grand état-major allemand entre en rapports suivis avec beaucoup de ces internationalistes parmi lesquels figure — outre les Lénine et les Zinoviev — le sieur Rakovsky.

Celui-ci fait campagne contre l'intervention de la Roumanie dans la guerre balkanique. De son côté, Lénine s'installe en Autriche, tout près de la frontière russe et attend son heure...

A partir de 1914, le camarade Rakovsky se fait entretenir par l'Allemagne et devient un de ses agents actifs. Son parti mène en Roumanie une campagne acharnée contre la Russie et l'Entente.

Sudekum, social-démocrate allemand et patriote, arrive en Roumanie et remet à Rakovsky et à ses acolytes une somme de 30,000 marks-or pour faire de la *Roumanie ouvrière*, organe hebdomadaire, un journal quotidien, *La Lutte*. Ces 30,000 marks ne sont qu'un acompte. Les Allemands alimentent abondamment la propagande menée par Rakovsky, propagande qui, d'une part, entrave pendant longtemps l'entrée de la Roumanie en guerre, qui, de l'autre, entretient dans ce pays l'esprit de défaitisme et de désertion, dont il se ressentira fortement une fois qu'il aura pris les armes.

Plus tard, toujours sur le désir des Allemands, Rakovsky, accompagné du trop fameux Parvus, socialiste-capitaliste émérite, va entreprendre une tournée en Italie et ailleurs pour tâcher d'y prêcher la paix.

Rentré d'Italie, il est « cueilli » par les autorités roumaines et emprisonné à Jassy. La révolution russe le libère, comme elle libère des milliers de ses semblables, et le personnage prend le chemin de la Russie avec les armées russes démoralisées, traquées par la prédication défaitiste.

Une fois en Russie, Rakovsky se joint aux bolchéviks dès avant la révolution communiste et fait une brillante carrière. A Odessa, à Kiev, plus tard à Kharkow, il est l'exécuteur fidèle des volontés de Lénine et de Dzerjinsky. Bourreau sanguinaire il massacre ceux qui ne sont pas des adhérents des bolchéviks. A Odessa, cet ex-patriote roumain fait rage contre les émigrés roumains pro-alliés. Des centaines d'entre eux sont par lui emprisonnés, dévalisés, maltraités. C'est encore le futur ambassadeur qui joue le principal rôle dans l'agression dont est victime à Saint-Petersbourg, en 1917-18, la légation de Roumanie. M. Diamandi (1) le sait bien.

Rappelons pour mémoire, qu'à la date du 31 mars 1921, Rakovsky a été condamné à mort par contumace par un conseil de guerre roumain et que tout récemment, il a été jugé à Bucare, également par contumace pour participation, par l'intermédiaire d'agents bolchéviks, à des actes de terrorisme.

Tel est l'individu qui incarne dignement, à Paris, l'U. R. S. S. Bourreau hier, dit M. Bourtzef dans le même article, il est diplomate aujourd'hui. Demain, s'il le faut, il sera bourreau derechef.

C'est, en effet, extrêmement probable.

Comte P.

ÉTATS-UNIS

Le roi des joueurs

La Revue hebdomadaire publie un interview du Roi des joueurs par M. Ferri Pisani. Nous en extrayons ces passages :

Nous l'appellerons, si vous le voulez bien, Frank Wittermore. D'ailleurs, peu importe son nom. L'âme du personnage, seule nous intéresse.

— Les journaux affirment que vous avez fait quinze millions de dollars en deux semaines?

Pareille question, atrocement indiscreète en Europe, paraît toute naturelle dans un pays où le département des Finances livre à la publicité les rôles de l'*Income Tax*.

— Mes compatriotes exagèrent toujours quelque peu, répond Frank Wittermore. Je n'ai fait que douze millions dans cette dernière baisse. Il m'en restera huit, après le règlement de mon passif. Car vous savez, ou vous ne savez pas, que j'étais encore banqueroutier le mois dernier. J'ai fait d'ailleurs trois fois faillite dans ma vie.

— Voulez-vous dire que le mois dernier vous deviez quatre millions de dollars?

— A mes *brokers*, parfaitement. Des créanciers confiant comme vous voyez. Ils m'ont laissé jouer avec mes dettes pour toute couverture.

— Confiez-vous vos opérations à beaucoup d'agents de change à la fois?

— A jamais moins d'une vingtaine. J'éparpille mes ordres et tiens secrets, autant qu'il est possible, mes mouvements. En effet, si le public apprend que Wittermore se met acheteur de telle ou telle valeur, une hausse prématurée risque de se produire, avant même que j'aie pu prendre mes positions. Plus dangereux encore pour moi serait de laisser savoir que je suis à la baisse. L'affluence des vendeurs aurait tôt fait de provoquer une inévitable réaction et mes actions monteraient au lieu de descendre.

— N'êtes-vous pas baissier par tempérament?

— Rien n'est plus faux. Le fait que j'ai réalisé mes plus gros bénéfices dans des *bear markets* (baisse) n'implique pas que je sois vendeur par principe. Je préfère de beaucoup opérer dans un *bull market* (hausse) où chacun gagne, où chacun est content, où personne ne prévoit la fin d'une allégresse générale. Et pour

(1) Actuellement Ministre de Roumanie à Paris, le diplomate roumain manqué être mis à mort en Russie en janvier 1918.

tant, lors de la panique provoquée par l'armistice, — c'était la fin de nos bénéfices de guerre! — les victimes du *crash* me rendirent responsable de leur malheur. Mon *raid* sur le marché aurait donné le signal de la débâcle? La vérité est que par une dépêche de Berlin, via la Hollande, j'avais appris, avant la Maison Blanche elle-même, la cessation des hostilités... Comme si un joueur isolé, quelque hardi qu'il soit, pouvait faire bouger cette formidable masse qu'est notre Stock Exchange! La Bourse descend lorsque les acheteurs s'aperçoivent qu'ils ont payé dix points, vingt points, cent points trop cher leurs actions, ou bien quand les banques exigent le remboursement immédiat des fonds prêtés à la spéculation, ou encore quand les professionnels, ne trouvant pas preneurs pour leurs *stocks*, s'affolent et jettent leurs paquets de titres sur le marché. Aussi bien, je m'étonne que le *baissier* ait si mauvaise presse. Sans entrer dans des considérations morales, n'estimez-vous pas le *haussier* un caractère autrement sombre? Présenter une valeur sous un faux jour à l'aide d'une publicité insidieuse, enfler un *stock* par les manœuvres d'un *pool* (association de spéculateurs), faire la hausse artificielle, qui prépare l'inévitable effondrement, c'est inviter ses contemporains à commettre le péché capital de bêtise. Le *baissier*, lui, n'est qu'un opportuniste qui profite de la sottise humaine mais ne la provoque point.

— Y a-t-il très longtemps que vous jouez?

— J'ai commencé à quatorze ans. J'en ai quarante-huit. Comptez. J'ai débuté en 1892, en pleine panique. Quinze mille faillites commerciales en trois mois. Le quart de nos compagnies de chemins de fer entre les mains des liquidateurs. Quatre cents banques fermant leurs guichets. La foule des petits épargnants prenant d'assaut Wall Street. C'est l'Inde qui, en démonétisant son bouillon d'argent, nous avait joué le tour. J'ai vécu 1907. Cette fois, la crise était née de notre spéculation effrénée. Un mois durant, sans arrêt, les plus forts de nos *stocks* baissèrent à raison de cinq points par séance... Et cette journée du mois de mai 1901! Le *Great North Western Railroad* était l'enjeu de la bataille. Atquel des deux *pools* rivaux allait rester le contrôle de la compagnie? En cinq heures, — la fameuse séance du « corner », — les actions de ce chemin de fer passèrent de cent cinquante à mille dollars, écrasant le lendemain, sous le poids de leur réaction, leurs derniers acheteurs. Et cette fin de juillet 1914, Monsieur! Le dollar tombant à trois francs, à la nouvelle du conflit européen! Notre gouvernement, affolé, fermant la Bourse pendant huit jours! La même guerre mondiale, d'ailleurs, plus tard, devait provoquer la plus formidable hausse qu'ait jamais connue Wall Street. Puis, il y eut 1919, année sombre. On était victorieux. Le monde des affaires, tout comme les héros démobilisés, s'était nourri d'illusions! L'Europe, ses fonds épuisés, n'achetait plus. Nos usines fermaient. Cinq millions d'ouvriers sur le pavé. J'ai vu dix mille sans travail et sans logis couchant dans le Central Park.

* * *

Frank Wittermore me conduisit à sa chambre. Indépendamment d'un téléphone et de l'ordinaire *tickeur*, était installé dans un angle de la pièce un *translux*, sorte de lanterne magique servant à projeter sur une toile la bande télégraphique de la cote. De son lit, Frank Wittermore pouvait jouer à la Bourse.

« Il est curieux de constater, me dit encore mon hôte, comment les gens les plus raisonnables, dans leur *business* ordinaire, agissent puérilement dès qu'ils se trouvent devant un tableau des valeurs. J'ai vu des *businessmen* remarquables qui, dans leur magasin, leur usine ou leur « office », n'eussent jamais pris une décision avant de l'avoir longuement méditée, obéir, en matière de *stocks*, à leur plus folle impulsion et ordonner à leur agent de change d'acheter les actions de telle entreprise dont ils ignorent tout; et ils donnent cet ordre, qui comporte un risque de milliers de dollars, parce que le premier venu leur a jeté un conseil dans l'oreille, ou parce que leurs yeux ont rencontré quelques lignes d'une publicité intéressée, ou encore sans même savoir pourquoi, parce qu'ils espèrent simplement.

« Ma grande force est de ne jamais écouter les avis de qui que ce soit, en matière de Bourse. Un de mes autres atouts est la mémoire prodigieuse que j'ai des chiffres. A plusieurs années de distance, je pourrais vous dire comment telle ou telle action s'est comportée dans telle ou telle circonstance. Les nombres forment des figures qu'ils répètent, comme les gens répètent leurs attitudes. De plus, les « valeurs » ont des caractères quasi humains. Il en

est d'intrépides, d'autres de prudentes. Il en est de revêches, d'hypocrites, de fantasques, de nerveuses et de flegmatiques. J'en connais qui se lancent en avant, follement, lorsqu'elles montent. D'autres, au contraire, circonspectes, consolident leur terrain à chaque nouveau point de hausse.

« Mais c'est la baisse qui révèle encore le mieux la valeur d'une valeur. Il y a celle qui fuit, jetant armes et bagages. Il y a celle qui opère sa retraite en bon ordre, défendant son terrain point à point. Toute action a sa ligne de mort, — son plus bas — et quand elle la franchit pour tomber plus bas encore, les chiffres, à ce moment, ont un recul de quelques fractions devant l'inévitable, un mouvement désespéré en arrière, comme le condamné que les aides du bourreau poussent vers la lunette... Jadis, j'ai assisté à une exécution, à Paris, place de la Roquette!...

« La *cote*, voyez-vous, est une armée avec ses divisions, ses brigades, son artillerie lourde, ses enthousiasmes et ses paniques. Quand l'armée se prépare à avancer, des signes vous annoncent le mouvement. Certaines valeurs partent en éclaireurs. Les *crashes* aussi ont leurs chiffres annonciateurs. Dans l'harmonie des nombres, une note discordante. La hausse est générale et voilà soudain qu'une valeur lâche pied, s'effondre. C'est un signal.

« La dernière liquidation (1), foudroyante, celle-là, eut son présage avant-coureur. C'était trois jours avant la panique. Le *Ward Bread*, le trust de la boulange! Une valeur sans dividende et que la spéculation avait poussée de quinze jusqu'à quatre-vingts dollars en quelques mois. On escomptait la faillite des petits pétrins indépendants, proprement étranglés par le *trust*, lorsqu'on apprit soudain que l'attorney général poursuivait le roi du pain pour violation de la liberté de concurrence. Le *trust* a les épaules solides. En temps normal, la valeur eût perdu quelques points : cinq, dix peut-être. Mais le Stock Exchange était mûr pour la liquidation. Le *Ward Bread* tomba de cinquante dollars en deux séances. Le reste de la Bourse ne suivit que le troisième jour. Le joueur avisé avait eu tout le temps nécessaire pour retourner ses positions. J'avais compris le signal. C'est ainsi que je fis mes douze millions en deux semaines.

— Beaucoup d'Américains jouent-ils à la Bourse? demandai-je.

— La moyenne des transactions quotidiennes, au Stock Exchange de New-York, porte sur deux millions d'actions. D'un bout de l'année à l'autre, une armée de cent mille individus espère en la hausse ou la baisse. Comme bien vous pensez, les joueurs se renouvellent sans arrêt (1). Certains tiennent trois mois. D'autres sont ruinés après trois jours.

* * *

Je demandai encore :

— S'il y a des principes applicables au Stock Exchange, quels sont-ils?

Frank Wittermore me répondit :

— *Primo* : ne pas tenter de faire mille dollars avec une couverture de cent. Il faut des munitions proportionnées à l'objectif qu'on veut atteindre. *Secundo* : ne pas discuter avec la *cote*. Vous avez fait une fausse manœuvre? Vous vous êtes trompé? Ne vous entêtez pas. Ne soyez pas un orgueilleux qui veut avoir raison quand il a tort. Acceptez votre perte. Liquidez, sans attendre le pire. *Tertio* : ne touchez jamais à la Bourse, si vous n'êtes pas né avec le sixième sens, le sens de la *cote*. Celui-ci, très peu d'hommes le possèdent. On peut être un très grand financier et faire un déplorable joueur. Jay Gould, le père de nos chemins de fer, finit par tout perdre, jusqu'à son dernier dollar, au Stock Exchange. Cornelius Vanderbilt, lui, faisait des placements de génie, mais ne jouait pas. Le vieux Pierpont Morgan, roi de la banque, vendait des valeurs, mais était incapable de spéculer sur elles. Quant à John Davidson Rockefeller, cet autre géant du *business*, qui posséda jusqu'à neuf cents millions de dollars en actions dans son coffre-fort, eh bien, il perdit à la Bourse, chaque fois qu'il voulut agioter avec sa propre *Standard Oil*. Aucun de ces très grands hommes n'avait ces éclats de décision dont dépend la victoire sur le champ de bataille du Stock Exchange.

(1) Il s'agit ici du *crash* de février-mars 1926. On peut aisément imaginer les fructueuses opérations à la baisse sur le *Ward Bread* faites, à cette occasion, en Bourse, par les familiers de l'attorney général, au cabinet duquel avait été lancé le mandat contre le *Trust du pain*.

(2) L'Amérique du Nord, qui n'a ni casinos, ni pari mutuel, est pourvue par contre, à tous les coins de rue, de boutiques d'agents de change, où le premier venu, sans même avoir à donner son identité, peut entrer, s'asseoir et jouer devant le *tableau des valeurs* et le *translux*, au bruit éternel du *tickeur* télégraphique.

LIBRAIRIE ALBERT DEWIT.
53, RUE ROYALE, BRUXELLES

VIENT DE PARAITRE

LÉOPOLD I^{ER}

Oracle politique de l'Europe

PAR

le Comte E. CORTI et le Baron C. BUFFIN

Un beau volume in-8° de 385 pages avec portrait hors texte.

PRIX 25 FRANCS



Après le livre du comte L. de Lichtervelde sur Léopold II, qui vient de remporter un succès triomphal, voici un ouvrage sur Léopold I^{er} qui piquera, au même degré, la curiosité publique.

L'œuvre du Comte Corti et du Baron Buffin est tout à fait originale. Elle n'emprunte rien aux ouvrages publiés antérieurement sur Léopold I^{er}. On dirait même qu'elle se donne la coquetterie de les ignorer presque complètement. Elle est rédigée dans toutes ses pages d'après des documents restés inédits jusqu'à ce jour : correspondances du Roi lui-même avec des princes de la maison d'Autriche, empereur et archiducs, ainsi qu'avec des hommes d'État étrangers, papiers, mémoires et correspondances de ministres belges, et des serviteurs les plus intimes du Roi, rapports de diplomates, tous papiers restés inaccessibles aux chercheurs. C'est dire qu'on y trouvera beaucoup de nouveau. Notre premier Roi y apparaît sous un aspect insoupçonné.



La 8 CV. FIAT modèle 509

est par excellence la voiture rapide, économique et la mieux suspendue.

Agence Exclusive : L'AUTO-LOCOMOTION

35-45, rue de l'Amazone. BRUXELLES

TOUS LES TAPIS

vendus les moins chers de toute la Belgique

BOUCKOMS

47, Boulevard d'Avroy, 47, LIÈGE

Importateur direct de tapis d'ORIENT

Pour le gros : 14, place Saint-Jacques, Liège

LES SEULS FABRICANTS
SPECIALISTES EN

TAPIS EN HAUTE LAINE AU
POINT NOUÉ À LA MAIN

S. Vlemincx & C. Solvay

83, rue de la Madeleine, Bruxelles

vendent directement aux particuliers au prix de gros

Laine de Smyrne extra, 90 francs le kilogr.

Canevas peints brevetés pour l'exécution ultra rapide et agréable des tapis les plus compliqués; modèles orientaux, de style ancien et moderne, en toutes dimensions. Travaux spéciaux sur commande; envois en province.



COMPTOIR
D'OPTIQUE



Maison BLAISE

FONDÉE EN 1885

46, RUE DE LA PAIX IXELLES-BRUXELLES

Optique française et américaine. Exécution rapide et soignée des ordonnances de MM. les oculistes.

Même Maison en face au 48

HORLOGERIE — BIJOUTERIE — ORFÈVRE

La publicité

dans

La Revue Catholique
des Idées et des Faits

est

TOUJOURS EFFICACE